

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114696826>



Ontario

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances





PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances



SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2012, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

2012 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C004071

Introduction

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2012*.

Au moment où je vous parle, des familles ontariennes ressentent toujours les contrecoups de la récession mondiale.

Le monde continue de faire face à des défis en raison de l'incertitude qui caractérise la conjoncture économique.

Un certain nombre d'économies européennes sont entrées en récession et la situation demeure précaire.

Dans bien d'autres territoires, l'endettement des gouvernements est considérable et éclipse celui de l'Ontario et du Canada.

Aux États-Unis, notre principal partenaire commercial, la reprise économique est lente et entravée par le chômage élevé.

Le ralentissement de la croissance dans les économies de marché en émergence ajoute à l'insécurité mondiale.

L'Ontario est directement touché par les bouleversements économiques mondiaux et l'incertitude qui s'ensuit.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, notre gouvernement prend des mesures vigoureuses et décisives pour améliorer l'économie de l'Ontario et favoriser la création d'emplois.

Je suis heureux de faire le point, à l'intention des Ontariennes et des Ontariens, sur l'efficacité des mesures décisives prises par le gouvernement McGuinty.



Travailler ensemble pour relever les défis

Grâce à ces mesures vigoureuses, le gouvernement McGuinty s'est attaqué aux problèmes avec lesquels l'Ontario était aux prises avant et pendant la récession mondiale.

Nous avons relevé ces défis en travaillant ensemble.

Quand je dis « nous », je veux dire tous les Ontariens et Ontariennes, ensemble.

Avant la récession, nous avons rebâti nos écoles et nos hôpitaux, que le gouvernement précédent avait négligés pendant des années.

Nous avons maintenant une main-d'oeuvre qui compte parmi les plus scolarisées au monde et peut prendre sa place sur le marché mondial des idées, des produits et des services...

Et un système de santé amélioré pour prendre soin de nos êtres chers.

Ensemble, nous avons rebâti notre réseau d'électricité, qui avait pris de l'âge et n'était plus fiable.

Maintenant, il est plus performant, offrant une capacité accrue de plus de 10 000 mégawatts provenant d'installations neuves ou remises en état pour soutenir notre économie en croissance.

Le gouvernement McGuinty a éliminé le déficit caché dont il avait hérité du gouvernement précédent.

Nous avons équilibré le budget trois années consécutives.

Puis, Monsieur le Président, la récession mondiale a frappé.

En 2008-2009, l'économie mondiale a connu le pire ralentissement de son histoire depuis la Crise de 1929.

Ce repli a sévi partout dans le monde, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies de marché en émergence.



Les Ontariennes et Ontariens se sont de nouveau retroussé les manches pour faire face à la tourmente économique mondiale...

Pour aider les travailleurs à garder leur emploi...

Ou à en trouver de nouveaux.

À cette fin, la province a injecté des fonds considérables afin de stimuler l'économie.

Nous avons investi dans notre industrie automobile...

Dans la foresterie et l'exploitation minière.

Nous avons fait d'importants investissements dans l'infrastructure...

Pour transformer une infrastructure vieillissante en occasions de croissance.

Les Ontariennes et Ontariens ont pris des mesures vigoureuses pour aider littéralement des milliers de travailleurs à garder leur emploi.

Nous avons réformé le système fiscal, devenu désuet, pour accroître la compétitivité de l'Ontario.

Et maintenant, l'Ontario est l'un des endroits les plus intéressants pour les entreprises qui veulent investir...

Et de tels investissements créent des emplois.

Monsieur le Président, les Ontariennes et Ontariens ont pris des mesures vigoureuses en cette période de turbulence pour affronter la récession mondiale.

Pour maintenir notre économie sur la bonne voie...

Pour créer de bons emplois...

Et pour établir une prospérité collective dont toutes les familles ontariennes d'aujourd'hui et de demain pourront profiter.



Croissance de l'économie et des emplois

Comme dans bien d'autres endroits du monde, l'économie de l'Ontario affiche une croissance constante, mais plus modérée que nous le souhaitons.

La croissance de l'économie et des emplois est revenue au niveau d'avant la récession.

Depuis la fin de la récession, le produit intérieur brut réel de l'Ontario a augmenté de 8,1 p. 100...

Et plus de 350 000 emplois nets à plein temps ont été créés.

La plupart de ces emplois ont été créés dans des industries où le salaire est supérieur à la moyenne.

Depuis 2003, l'Ontario a créé 565 600 emplois nets.

Ce qui équivaut à 5 237 emplois par mois...

Ou à environ 172 emplois par jour.

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel, qui ont augmenté de près de 19 p. 100 en 2011, sont l'une des principales locomotives de la croissance économique de l'Ontario.

Monsieur le Président, les faits parlent d'eux-mêmes.

Il n'y a pas de meilleur endroit que l'Ontario pour prendre de l'expansion et profiter des nouvelles occasions.



Gestion des dépenses

Monsieur le Président, l'élimination du déficit est la mesure la plus importante que la province puisse prendre pour favoriser la croissance de l'économie et la création d'emplois.

Notre gouvernement est en voie d'éliminer le déficit d'ici 2017-2018.

Pour la quatrième année de suite, l'Ontario devance ses objectifs de diminution du déficit.

Nous gérons la croissance des dépenses avec prudence tout en protégeant les emplois et les services publics.

L'an dernier, la croissance des dépenses de programmes a été inférieure à 1 p. 100.

Ce taux d'augmentation des dépenses de programmes n'a été plus faible qu'une seule fois en dix ans.

En moyenne, pendant ces dix années, l'augmentation des dépenses de programmes a été sensiblement la même en Ontario qu'au palier fédéral.

Monsieur le Président, notre gouvernement prend des mesures vigoureuses parce que nous savons que le statu quo n'est pas une option.

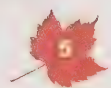
Nous savons que l'élimination du déficit renforcera l'économie.

Nous continuerons de renforcer et de soutenir la création d'emplois...

Et de protéger les écoles et les services de santé qui tiennent à coeur aux Ontariennes et aux Ontariens.

Les mesures vigoureuses qu'a prises le gouvernement McGuinty donnent des résultats.

Pourtant, il y a encore du travail à faire.



Protéger les emplois et les services publics

L'Ontario a fait — et continue de faire — d'importants investissements dans les services publics.

Ces dernières années, lorsque la croissance économique était robuste, ces investissements ont inclus des augmentations salariales équitables pour nos travailleurs du secteur public.

Nous reconnaissons la valeur du travail qu'effectuent les employés du secteur public pour les familles de l'Ontario...

Et nous voulons protéger leurs emplois et les importants services qu'ils dispensent.

Il est un fait qui met les choses en perspective, Monsieur le Président...

Plus de la moitié de ce que le gouvernement dépense, soit plus de 55 milliards de dollars, est consacrée aux salaires et aux avantages sociaux des employés du secteur parapublic de la province.

Compte tenu du déficit et de l'incertitude économique qui persiste...

L'Ontario fait face à un choix clair : limiter les salaires et les avantages sociaux ou mettre à pied des milliers d'Ontariennes et d'Ontariens travaillants, qui fournissent les services publics sur lesquels les familles ontariennes comptent.

Il est juste et raisonnable de demander à tous les employés du gouvernement d'accepter un gel salarial de deux ans afin que nous puissions protéger les services publics et sauvegarder les emplois dans le secteur public.

Les députés sont à mi-chemin d'un gel salarial de cinq ans.

Nous avons récemment adopté une loi afin de protéger les gains réalisés dans le secteur de l'éducation.

La *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves* repose sur une entente conclue avec 55 000 enseignantes et enseignants après 300 heures de négociations qui se sont déroulées sur une période de six mois.

Au cours des deux prochaines années, elle devrait faire économiser 2 milliards de dollars aux contribuables...



Et protéger près de 20 000 emplois en éducation.

Nos médecins sont de retour à la table des négociations afin de nous aider à atteindre nos objectifs et à mieux servir les patients.

Tout récemment, un syndicat du gouvernement comptant 10 000 employés a conclu une entente de principe comprenant un gel salarial de deux ans.

Nous voulons maintenant travailler avec près d'un demi-million d'autres employés du gouvernement pour négocier des ententes semblables.

Il y a trois semaines, j'ai proposé aux fins de consultation la loi de 2012 protégeant les emplois et les services publics.

Dans le cadre de cette ébauche de projet de loi, nous avons mis de l'avant l'approche que nous privilégions pour maintenir les gens au travail tout en protégeant les services publics.

Ce projet de loi protégerait les emplois de 55 000 Ontariennes et Ontariens...

Et éviterait des hausses de dépenses dans les secteurs public et parapublic de 2,8 milliards de dollars sur trois ans.

Hélas, nous avons un parlement minoritaire...

Le gouvernement a donc besoin de l'appui d'un des partis de l'opposition.

Nous avons informé les deux partis de l'opposition.

Nous leur avons écrit pour leur demander leur appui.

Et nous poursuivrons les discussions avec les partis de l'opposition...

Tout en cherchant aussi des solutions en dehors de l'Assemblée législative.

Nous avons toujours dit que nous collaborerions avec quiconque est prêt à travailler avec nous...

Pour atteindre l'objectif d'éliminer le déficit et de protéger les emplois et les services publics.

Voilà pourquoi nous sommes disposés à rencontrer nos partenaires syndicaux et poursuivre la conclusion d'ententes cadres.



Nous savons qu'il est possible d'arriver à des ententes négociées lorsque nos partenaires en ont la volonté.

Cela a toujours été — et demeure — notre préférence.

Nous avons adopté cette approche avec environ le tiers de nos enseignantes et enseignants...

Avec 10 000 employés du gouvernement.

Nous avons vu que, dans le secteur privé, les employeurs et les employés peuvent arriver ensemble à mettre en place des gels salariaux à la suite de négociations serrées.

Il reste à voir si nous pourrions obtenir les résultats nécessaires avec encore un demi-million de travailleurs du secteur public.

Nous préférons qu'il en soit ainsi et nous poursuivrons nos efforts pour atteindre ce but.

D'une manière ou d'une autre, nous avons besoin d'une restriction de la rémunération comme moyen d'atteindre nos objectifs financiers et de protéger les emplois et les services publics.

Le plan financier ne prévoit pas de fonds au titre de l'augmentation progressive de la rémunération dans les nouvelles conventions collectives.

Par conséquent, toute augmentation salariale ne pourrait être compensée que par des suppressions d'emplois et des coupures dans les services publics...

Ou par des hausses d'impôts.

Le gouvernement McGuinty ne peut pas et ne veut pas accepter de telles solutions.

S'il a le choix entre protéger les emplois et les services publics, et supprimer des emplois, ce qui signifie moins de services, le gouvernement McGuinty choisira de protéger les emplois et les services publics...

À chaque fois.



Élimination du déficit

Monsieur le Président, les mesures décisives que nous prenons pour éliminer le déficit portent leurs fruits.

Nos résultats en matière de réduction du déficit sont en avance sur nos prévisions.

En 2012-2013, le déficit de la province devrait être de 14,4 milliards de dollars...

Soit plus de 400 millions de dollars de moins que les projections du budget de 2012.

Selon les *Comptes publics de l'Ontario de 2011-2012*, le déficit se chiffrait à 13,0 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 3,3 milliards de dollars par rapport aux prévisions du plan budgétaire.

Le gouvernement McGuinty poursuivra ses efforts pour réduire le déficit chaque année...

Jusqu'à ce que nous l'éliminions en 2017-2018.



Conclusion

Monsieur le Président, l'économie mondiale traverse une période d'incertitude.

Les gouvernements partout au monde ne peuvent pas rester passifs et attendre que l'incertitude s'estompe.

Ici, en Ontario, nous restaurons la confiance, faisons croître l'économie et bâtissons la prospérité pour les familles...

Pierre par pierre...

Emploi par emploi.

Monsieur le Président, nous continuerons d'atteindre nos objectifs financiers ...

Et nous continuerons de transformer la façon dont nous offrons des services publics à la population...

Pour assurer l'optimisation des ressources par les meilleurs services possibles.

Nous avons pris les mesures nécessaires pour que l'économie ontarienne soit concurrentielle...

L'élimination du déficit est la mesure la plus importante que nous puissions prendre pour stimuler notre économie et créer des emplois.

La prospérité à long terme est le résultat de la création d'emplois et de l'équilibre budgétaire.

La compétitivité économique de l'Ontario et un budget équilibré sont la voie qui nous permettra de continuer à offrir les meilleurs services d'éducation et de santé au monde.

Monsieur le Président, l'Ontario est une province forte, qui s'appuie sur une fière tradition en matière d'emploi et de croissance économique.

En prenant des mesures décisives et en faisant les bons choix aujourd'hui, nous poursuivrons dans cette tradition et bâtirons un meilleur avenir.

Merci, Monsieur le Président.



Conclusion

Mr. Speaker, the global economy is going through uncertain times. Governments around the world cannot sit idly by and wait for the uncertainty to pass.

Here in Ontario, we are restoring confidence, growing the economy and building prosperity for families...

Brick by brick ...

Job by job.

Mr. Speaker, we will continue to hit our fiscal targets ...

And we will continue to transform how we deliver public services to people ...

To ensure the best possible value through the best possible services.

We have taken the steps required to ensure Ontario's economy is competitive ...

Now, eliminating the deficit is the most important thing we can do to strengthen our economy and create jobs.

Long-term prosperity is achieved through job creation and balanced budgets.

Ontario's competitive economy and a balanced budget are the pathway to continuing to deliver the best education and health care in the world.

Mr. Speaker, Ontario is a strong province with a proud tradition of job and economic growth.

By taking strong action and making the right choices today, we will continue that tradition and build a better tomorrow.

Thank you, Mr. Speaker.





Eliminating the Deficit

Mr. Speaker, the strong action we are taking to eliminate the deficit is working.

We are further ahead in lowering the deficit than where we thought we would be.

The Province's deficit for 2012-13 is projected to be \$14.4 billion ...

An improvement of over \$400 million from the 2012 Budget forecast.

The 2011-2012 Public Accounts of Ontario confirmed a deficit of \$13.0 billion, which is \$3.3 billion ahead of plan.

The McGuinty government will keep working to lower the deficit each and every year ...

Until we eliminate it in 2017-18.

That is why we are prepared to sit down with our labour partners and pursue framework agreements.

We know it is possible to achieve negotiated agreements when our partners are willing.

This has always been — and remains — our preference. We took this approach with about one-third of our teachers ...

With 10,000 government employees.

In the private sector, we have seen that employers and employees can come together and achieve wage freezes through hard bargaining.

It remains to be seen if we can achieve the necessary results with half a million more public-sector workers.

It is our preference that we do so and we will continue working to reach that goal.

One way or another, we need compensation restraint as a tool to reach our fiscal targets and protect jobs and public services.

The fiscal plan provides no funding for incremental compensation increases for new collective agreements.

So pay hikes could only be offset through job cuts and cuts to public services ...

Or tax increases.

The McGuinty government cannot and will not accept these alternatives. Given the choice between protecting jobs and public services or cutting jobs — which means fewer services — the McGuinty government will choose protecting jobs and public services ...

Every single time.





And protect nearly 20,000 jobs in education.

Our doctors are back at the negotiating table to help us meet our targets and better serve patients.

Just recently, a government union of 10,000 employees reached a tentative agreement that includes a two-year wage freeze.

Now we want to work with the almost half a million more government workers to negotiate similar agreements.

Three weeks ago, I proposed the Protecting Jobs and Public Services Act for consultation.

This draft legislation proposed our preferred approach to keeping people working and protecting public services.

It would protect the jobs of 55,000 Ontarians ...

And support avoiding increased spending in the public and broader public sectors of \$2.8 billion over three years.

Still, this is a minority parliament ...

So the government needs support from one of the Opposition parties.

We briefed both Opposition parties.

We wrote to them and asked for their support.

So we will continue talking with the Opposition parties.

While we also look to options outside of the legislature.

We have always said we will work with anyone who is willing to work with us ...

To meet the objectives of eliminating the deficit and protecting jobs and public services.

Protecting Jobs and Public Services

Ontario has made — and continues to make — important investments in public services.

In recent years, when economic growth was robust, these investments included fair pay increases for our public-sector workers.

We value the important work public-sector workers do for Ontario families ...

And we want to protect their jobs and the important services they provide.

One fact keeps things in perspective, Mr. Speaker ...

More than half of what government spends — over \$55 billion — goes to wages and benefits for employees in the broader public sector.

Given the deficit and ongoing economic uncertainty ...

Ontario faces a clear choice: restrain wages and benefits or lay off thousands of hard-working Ontarians — the people who provide the public services relied on by Ontario families.

It is fair and reasonable to ask all of our government workers to take a two-year wage freeze so that we can protect public services and save public-sector jobs.

MPPs are in the middle of a five-year wage freeze.

We recently passed legislation to protect the gains we have made in education.

The *Putting Students First Act, 2012* is based on an understanding reached with 55,000 teachers after 300 hours of negotiations that took place over six months.

Over the next two years, it would support savings of \$2 billion to taxpayers ...



Managing Spending

Mr. Speaker, eliminating the deficit is the single most important step the Province can take to grow the economy and create jobs.

Our government is on track to eliminate the deficit by 2017–18.

For the fourth year in a row, Ontario is ahead of its targets in lowering the deficit.

We are prudently managing growth in program spending while protecting jobs and public services.

Last year, program spending in Ontario grew by less than one per cent.

That marks the second lowest rate of growth in program spending in Ontario in a decade.

On average, over that decade, Ontario's growth in program spending has been roughly the same as that of the federal government.

Mr. Speaker, our government is taking strong action because we know that the status quo is not an option.

We know that eliminating the deficit will make the economy stronger.

We will continue to strengthen and support job creation ...

And protect the schools and health care that Ontarians value.

The strong action taken by the McGuinty government is working.

Yet the fact remains: there is more work still to do.



Economic and Job Growth

Like many places around the world, Ontario's economy is growing steadily — yet more modestly than we would like.

The Province's economic and job growth have both fully recovered to pre-recession levels.

Since the bottom of the recession, Ontario's real gross domestic product has increased by 8.1 per cent ...

And more than 350,000 net new, full-time jobs have been created.

Most of these new jobs were in industries that pay above-average wages. Since 2003, Ontario has created 565,600 net new jobs.

That means an average of about 5,237 jobs every month ...

Or approximately 172 jobs every day.

Business investment in machinery and equipment — which increased almost 19 per cent in 2011 — is a key driver of Ontario's economic growth.

Mr. Speaker, the facts are clear.

There is no place better positioned to grow and take advantage of new opportunities than Ontario.



Introduction

Mr. Speaker, I rise to present the *2012 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review*.

I do so at a time when Ontario families are still feeling the effects of the global recession.

The world continues to confront challenges brought on by an uncertain economic environment.

A number of European economies have fallen into recession and the situation remains volatile.

In many other places, government debt levels are enormous and eclipse those here in Ontario and Canada.

The economic recovery in the United States — our largest trading partner — has been slow and burdened by high unemployment.

Slowing growth in emerging market economies adds to the global insecurity.

Ontario is directly affected by the changing global economy and the uncertainty that comes with that change.

Which is why, Mr. Speaker, our government is taking strong, determined action for Ontario's economy and job creation.

I am pleased to update Ontarians on how the strong action taken by the McGuinty government is working.



For general inquiries regarding the 2012 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, *Statement*, please call:

Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222
Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at www.fin.gov.on.ca

A printed copy of this publication can be ordered:

Online at: www.serviceontario.ca/publications
By phone through the ServiceOntario Contact Centre
Monday to Friday, 8:30 AM to 5:00 PM

416 326-5300

1 800 668-9938 Toll-free across Canada

1 800 268-7095 TTY Toll-free across Ontario

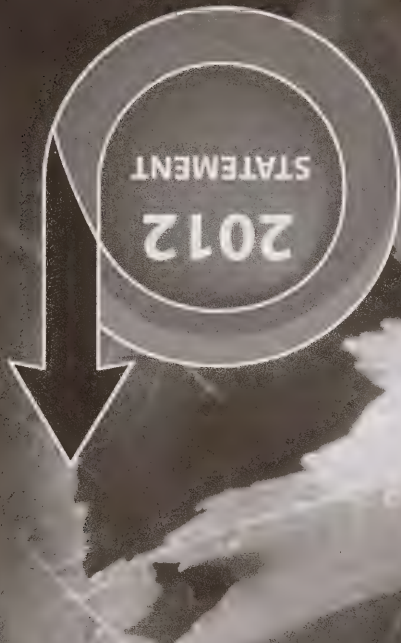
© Queen's Printer for Ontario, 2012

ISSN 1499-5557 (Print)
ISSN 1499-5565 (PDF/HTML)

Ce document est disponible en français sous le titre :
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2012, Allocation

The Honourable DWIGHT DUNCAN
Minister of Finance

2012
STATEMENT



ONTARIO ECONOMIC OUTLOOK AND FISCAL REVIEW



Ontario

The Honourable DWIGHT DUNCAN

Minister of Finance

2012
STATEMENT

FISCAL REVIEW
AND

ONTARIO ECONOMIC OUTLOOK



C220N
TR
-057

Gov't Publications



2011

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
ET
REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances

ALLOCUTION



2011

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES — ET — REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances

ALLOCATION
SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2011

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

2011 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C004071

Monsieur le Président, je présente aujourd'hui le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*.

Au moment où je vous parle, l'économie mondiale est en proie à l'incertitude.

Dans certains cas, cette incertitude résulte de défis réels et urgents auxquels font face nos partenaires commerciaux.

En Europe, la situation demeure volatile, et cela préoccupe le solide secteur financier de l'Ontario.

Au Japon, les graves répercussions économiques du tragique tsunami continuent de se faire sentir, ce qui se traduit par des perturbations de la chaîne d'approvisionnement pour le secteur manufacturier ontarien.

Le ralentissement de la croissance aux États-Unis – notre principal partenaire commercial – affecte aussi la croissance en Ontario.

Dans d'autres cas, l'incertitude économique mondiale n'a d'autre cause que la nervosité et les rumeurs qui se propagent sur les marchés boursiers, balayant sur leur passage les épargnes de la population.

L'incertitude règne, Monsieur le Président.

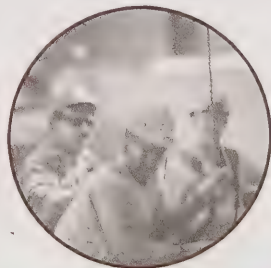
Et les gens sont inquiets.

Ce qui est compréhensible.

Notre rôle, en tant que gouvernement, est de prendre les mesures qui s'imposent.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, l'économie de l'Ontario et la création d'emplois seront la priorité de notre gouvernement.

Ces huit dernières années, nous avons fait de grands progrès – de concert avec les Ontariennes et Ontariens – pour consolider les assises d'une économie vigoureuse.



Ensemble, nous avons bâti de meilleures écoles.

Et, comme résultat, nous avons l'une des main-d'oeuvre les plus instruites au monde.

Nous devons maintenant travailler ensemble pour nous assurer qu'un plus grand nombre de ces travailleurs trouvent les bons emplois bien rémunérés qu'ils méritent.

Ensemble, nous avons bâti un meilleur système de santé.

Nos efforts ont entraîné une diminution des temps d'attente, fait en sorte que quelque 1,3 million d'Ontariennes et d'Ontariens de plus ont accès à un médecin de famille et doté la province d'un plus grand nombre de médecins et d'infirmières et d'infirmiers.

Nous devons maintenant utiliser notre avantage dans le domaine des soins de santé pour attirer plus d'investissements.

Et ensemble, nous avons réformé notre régime fiscal.

Faisant de l'Ontario l'un des endroits les plus concurrentiels au monde pour les nouveaux investissements des entreprises.

Nous redoublons maintenant d'efforts afin de tirer profit de cet avantage.

Nous avons connu une croissance modérée au cours des deux dernières années – ce qui est déjà mieux que bien d'autres endroits au monde – mais il reste encore beaucoup à faire.

Monsieur le Président, l'heure est grave.

Elle exige un plan sérieux.

Un leadership stable.

Et une société dont les membres travaillent ensemble.

C'est ce que nous avons en Ontario.

Voilà pourquoi je suis convaincu qu'aucun autre endroit n'est mieux préparé que l'Ontario pour faire face à la tourmente ... et en meilleure position pour croître et profiter des nouvelles occasions.

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Au cours des huit derniers mois, les économistes du secteur privé ont réduit d'environ 25 pour 100 leurs projections de croissance économique de l'Ontario pour cette année et pour l'année prochaine.

Notre économie continue de croître, mais à un rythme plus lent que les prévisions antérieures et que nous ne le souhaiterions.

Comme notre budget était fondé sur ces prévisions antérieures, nous ferons face à des pressions additionnelles, alors que nous protégerons les progrès accomplis dans nos écoles et nos hôpitaux tout en réduisant le déficit.

Monsieur le Président, malgré ces prévisions plus basses, nous maintenons notre détermination à atteindre les objectifs établis dans notre plan budgétaire équilibré.

Le budget de 2011 donnait plus de détails sur ce que nous ferions pour atteindre cet équilibre.

Et, plus récemment, le premier ministre a établi les principes que suivra notre gouvernement alors que nous prendrons des mesures pour équilibrer le budget.

Nous protégerons les soins de santé et l'éducation, qui représentent les plus importants services publics.

Toute réforme entreprise ne compromettra pas ces services.

Nous rejeterons les compressions arbitraires parce qu'elles signifiaient des réductions considérables dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Toute réforme adoptée doit accroître la valeur de chaque dollar dépensé grâce à des gains d'efficience et de productivité.

Nous n'envisagerons pas des augmentations d'impôt ni la privatisation des soins de santé publics.

Enfin, nous n'adopterons pas des mesures d'austérité qui feraient du tort à notre économie.



Monsieur le Président, en adhérant à ces principes, nous continuerons d'offrir à la population ontarienne les services publics dont elle a besoin, effectuerons les réformes nécessaires pour atteindre nos objectifs et resterons sur la voie menant à l'équilibre, telle que tracée dans notre budget de 2010.

C'est dans le domaine des soins de santé que nous trouverons les meilleures possibilités de réforme et de renouveau.

Étant donné que les soins de santé absorbent une part toujours grandissante du budget et que le vieillissement de la population intensifie les pressions sur le système, un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens craignent pour l'avenir de nos soins de santé.

Monsieur le Président, notre gouvernement relèvera ce défi. Nous travaillerons pour garantir un système de santé solide – non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos enfants et nos petits-enfants.

Monsieur le Président, alors que nous rétablissons l'équilibre budgétaire de l'Ontario et dirigeons la province en cette période d'incertitude mondiale, nous déploierons la même énergie et ferons preuve de la même ferveur que celles qui ont caractérisé nos efforts passés.

En 2003, l'Ontario faisait face à la détérioration des services publics.

Notre gouvernement a agi et, aujourd'hui, l'Ontario est reconnu partout au monde pour la qualité de ses établissements scolaires.

De plus, nos temps d'attente pour les chirurgies sont les plus courts au Canada.

En 2008, l'économie mondiale a sombré dans l'une des plus profondes récessions qu'on ait connue depuis des générations.

Notre gouvernement, à l'instar de bien d'autres, a investi massivement dans des mesures de stimulation qui ont entraîné la construction de routes, de ponts et d'autres infrastructures importantes.

Ces investissements ont atténué les répercussions de la récession sur nos familles en protégeant et en créant des emplois.

Nous faisons maintenant face à un nouveau défi, celui d'offrir des services publics de calibre mondial et de retrouver l'équilibre budgétaire en période de ralentissement économique.

Nous avons donc, une fois de plus, pris les mesures qui s'imposaient.

Nous avons réalisé des économies grâce à des réformes touchant les médicaments génériques, avons diminué de 5 pour 100 le nombre d'organismes gouvernementaux et sommes en voie de réduire la taille de la fonction publique.

Dans le budget de 2011, nous annonçons la création de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, sous la présidence de l'économiste Don Drummond.

Dans quelques mois, la Commission présentera ses recommandations sur les moyens à prendre pour réformer les services publics.



Le rapport de M. Drummond aidera à entamer une conversation et un débat réfléchis sur les meilleurs moyens pour l'Ontario d'atteindre son objectif d'éliminer le déficit tout en protégeant les écoles et les hôpitaux.

Une conversation portant sur une réforme significative de la façon dont le gouvernement offre des services aux contribuables ...

Un débat plus sérieux que simplement réclamer des compressions majeures et arbitraires dans tous les secteurs.

De telles compressions n'apportent pas de résultats à long terme lorsqu'il s'agit de réduire la croissance des dépenses.

Elles reportent simplement les échéances, passant les décisions et la responsabilité aux gouvernements futurs ...

De plus, elles élimineraient les progrès réalisés par la population de l'Ontario quant à l'amélioration des écoles et des hôpitaux.

Une approche beaucoup plus difficile – et beaucoup plus satisfaisante – consiste à analyser tout ce que fait le gouvernement, poste par poste, afin de trouver des moyens créatifs, efficaces et efficaces de dispenser des services publics.

Une approche plus intelligente et plus stratégique consiste à considérer le type de décisions que nous devons prendre aujourd'hui afin d'optimiser l'utilisation des deniers publics, tout en fournissant les meilleurs résultats aux familles ontariennes.

Aux prises avec un rythme de croissance économique plus lent que prévu, l'Ontario relèvera le défi en misant sur ses succès passés en matière de réforme du fonctionnement du gouvernement.

Nous savons que M. Drummond conseille de maintenir la croissance des dépenses de programmes à un taux de 1 pour 100 par année.

Nous consulterons les Ontariennes et Ontariens et l'Assemblée législative à ce sujet lorsque la Commission aura déposé son rapport.

Nous savons également que toute nouvelle dépense ou toute charge imprévue doivent être assumées grâce à des économies réalisées ailleurs.

Au cours de la dernière génération, les gouvernements de toutes les allégeances ont contribué à l'augmentation de l'endettement.

Et comme le savent les Ontariennes et Ontariens, il n'est simplement pas viable de continuer à emprunter sans réduire les dépenses.

Monsieur le Président, plus tôt cet automne, tous les partis politiques représentés à l'Assemblée législative ont convenu du même échéancier pour éliminer le déficit.

Les trois partis ont projeté de très faibles taux de croissance des dépenses de programmes.

J'ai donc le plaisir d'annoncer qu'au cours de la dernière année, le taux de croissance des dépenses a été réduit de presque la moitié.

Et, conformément aux objectifs de réduction du déficit établis dans le budget de 2010, nous projetons un déficit de 16,0 milliards de dollars pour le présent exercice.

En fait, cela nous place légèrement en avance sur les prévisions budgétaires, et ce, malgré l'incertitude et la volatilité économiques mondiales.

Nous savons tous cependant qu'il y a encore beaucoup de pain sur la planche.

Et notre gouvernement continuera d'atteindre ses objectifs.



CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE

Poursuivant nos efforts pour aider l'Ontario à aller de l'avant, Monsieur le Président, nous accorderons la priorité aux éléments de notre plan qui, à la fois, répondent aux besoins des familles ontariennes et renforcent notre économie.

Le gouvernement proposera le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.

Ce crédit aiderait les personnes âgées à rester chez elles plus longtemps.

Il soutiendrait plus de 10 000 emplois et favoriserait une activité économique représentant environ 800 millions de dollars.

Il serait avantageux pour les contribuables en atténuant les pressions qui s'exercent sur le coût des soins de longue durée.

Compte tenu du besoin d'établir un équilibre entre les nouvelles dépenses visant à aider les familles et la nécessité de réduire la croissance des dépenses, le coût de ce programme serait compensé par des économies réalisées dans d'autres secteurs.

Monsieur le Président, telle est notre nouvelle réalité.

Les nouvelles politiques envisagées par le gouvernement et l'Assemblée législative ne doivent pas faire obstacle à l'élimination du déficit.

CONCLUSION

Monsieur le Président, les Ontariennes et Ontariens ont toujours su relever les défis qui se sont présentés à eux.

Lorsque notre gouvernement a dû faire face à la dégradation des services publics et à un réseau d'électricité incapable de générer la croissance économique, nous avons réagi.

Lorsque l'économie mondiale a sombré dans la récession, nous avons réagi.

Lorsque le régime fiscal de l'Ontario a dû être réformé pour accroître les investissements et créer des emplois, nous avons réagi.

Et, bien que les défis auxquels nous faisons face aujourd'hui soient nouveaux, la façon de les relever ne l'est pas.

Nous réagirons comme les Ontariennes et Ontariens ont toujours réagi.

Avec détermination.

En déployant des efforts acharnés.

Et en travaillant ensemble.

Notre gouvernement planifiera avec prudence, poursuivra ses réformes sans relâche et fera passer les bonnes idées avant l'idéologie.

Nous travaillerons avec le présent parlement ... et adopterons avec plaisir les idées ... qui concordent avec les principes que nous avons établis ... et qui servent à renforcer l'économie de l'Ontario.

Parce que nous savons que c'est ce que la population ontarienne attend de nous.



Et, Monsieur le Président, je sais que les Ontariennes et Ontariens sauront reconnaître que les défis actuels leur offrent une occasion de se serrer les coudes ...

Pour aller de l'avant ensemble et faire fond sur les remarquables réalisations qu'ils ont déjà accomplies,

Notre gouvernement est solidaire des Ontariennes et des Ontariens,

Nous sommes inspirés par eux,

Et nos priorités sont – et demeureront – celles de toute la population ontarienne,

Une excellente qualité de vie pour nos familles,

La sécurité et la confiance qui découlent d'un bon emploi,

Et un avenir prometteur pour nos enfants,

Merci, Monsieur le Président.

And, Mr. Speaker, I know that Ontarians will recognize our current challenges as an opportunity to come together ...

To move forward, together, and build on the tremendous accomplishments we have already achieved, together.

Our government stands with Ontarians.

We are inspired by Ontarians.

And our priorities are — and will remain — the priorities of all Ontarians.

A great quality of life for our families.

The security and confidence that come with a good job.

And a bright future for our children.

Thank you, Mr. Speaker.

Mr. Speaker, Ontarians have always risen to challenges that confront us. When our government was confronted with failing public services and an electricity system unequal to the task of driving economic growth, we responded. When the global economy tumbled into the recession, we responded. When Ontario's tax system needed reform to increase investment and create jobs, we responded.

And while the challenges facing us today are new, how we choose to face them is not.

We will respond as Ontarians have always responded.

With determination.

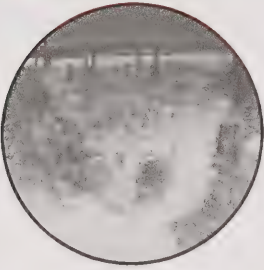
With hard work.

And by working together.

Our government will be prudent in our planning, relentless in our reforms and put good ideas ahead of ideology.

We will work with this House ... and where there are ideas that are consistent with the principles we have laid out ... and that serve to strengthen Ontario's economy ... we will gladly use them.

Because we know that is what Ontarians expect of us.



As we continue to move Ontario forward, Mr. Speaker, we will give priority to the parts of our plan that both address the needs of Ontario families and strengthen our economy.

We will propose a Healthy Homes Renovation Tax Credit.

The credit would help seniors stay in their homes longer ...

Support over 10,000 jobs and about \$800 million in

economic activity ...

And benefit taxpayers by relieving pressures on long-term care costs.

Given the need to balance new spending aimed at helping families with the need to lower spending growth, the cost of this program would be offset by savings in other areas.

Mr. Speaker, this is our new reality.

New policies considered by this government and by the legislature must not stand in the way of eliminating the deficit.

That is something we will be consulting Ontarians and the legislature about when the commission's report is finalized.

We also know that any new spending or unforeseen expenditures must come from savings realized elsewhere.

Governments of all political stripes over the last generation have accumulated debt.

As all Ontarians know, continuing to borrow without curbing spending is simply not sustainable.

Mr. Speaker, earlier this fall, all the political parties represented in this legislature presented the same timeline to eliminate the deficit.

All three parties projected very low rates of growth in program spending.

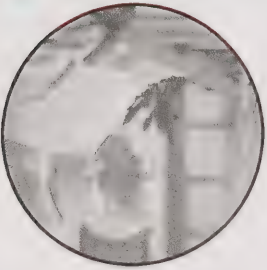
So, I am pleased to announce that, this past year, the rate of spending growth has been cut almost in half.

And, in keeping with the reduced deficit targets laid out in our 2010 *Budget*, we are projecting a deficit of \$16.0 billion for this fiscal year.

In fact, this puts us slightly ahead of the *Budget* forecast despite the global economic uncertainty and volatility.

However, we all know there is more work ahead of us.

And our government will continue to meet its targets.



Mr. Drummond's report will help launch a thoughtful conversation and debate on the best ways to meet Ontario's goals of eliminating the deficit while protecting schools and hospitals.

A conversation about meaningful reform to the way government delivers services to taxpayers ...

A more meaningful debate than simply calling for deep, arbitrary, across-the-board cuts.

Such cuts do not deliver long-term results in lowering growth in spending.

They merely cause delays, passing on decisions and responsibility to future governments ...

And they would unravel the progress Ontarians have made in improving schools and hospitals.

A far more demanding — and far more rewarding — approach is to examine everything the government does, piece by piece, to find creative, efficient and effective ways to deliver public services.

A smarter, more strategic approach is to look at what sort of decisions we must make today to produce more value for taxpayers while still delivering the best results to Ontario families.

Facing lower forecasts for economic growth, Ontario will meet the challenge by building on its track record of reforming the way government works.

We know that Mr. Drummond's preliminary advice is to hold growth in program spending to one per cent per year.

Mr. Speaker, as we return Ontario's budget to balance and lead our province through this time of global uncertainty, we will do so with the same energy and fervour that characterized our previous efforts. In 2003, Ontario was confronted with deteriorating public services. Our government took action and, today, Ontario is recognized around the world for its high-quality schools.

And we have the shortest surgical wait times in Canada.

In 2008, the global economy fell into one of the deepest recessions in generations.

Our government, like many others, invested heavily in stimulus — building roads, bridges and other important infrastructure.

These investments reduced the impact of the recession on our families by protecting and creating jobs.

Now we have a new challenge: we must provide world-class public services and return to a balanced budget in a time of slow economic growth.

So, we have taken action once again.

We have saved money through generic drug reforms, reduced the number of government agencies by five per cent and we are reducing the size of the public service.

And, in the *2011 Budget*, we announced the Commission on the Reform of Ontario's Public Services, chaired by economist Don Drummond. In a few months, we will receive the commission's recommendations on ways to reform public services.



Mr. Speaker, by adhering to these principles we will continue to provide Ontarians with the public services they depend upon, deliver the reforms necessary to meet our goals and remain on the path to balance set by our *2010 Budget*.

Our greatest opportunity for reform and renewal will be found in health care.

With health care consuming an ever-increasing part of the budget, and with the growing pressures created by our aging population, many Ontarians fear for the future of health care.

Mr. Speaker, our government will tackle this challenge. We will work to guarantee a strong health care system — not only for ourselves, but for our children and grandchildren.

Over the last eight months, private-sector economists have lowered their projections for Ontario's economic growth by about 25 per cent for this year and next.

Our economy is still growing, but neither as quickly as earlier forecasts predicted, nor as quickly as we would like.

Since our *Budget* was based on those earlier predictions, we will be facing some additional pressure as we protect the gains we have made in our schools and hospitals while also reducing the deficit.

Mr. Speaker, in spite of these lower forecasts, we remain committed to meeting the targets in our balanced budget plan.

The *2011 Budget* laid out additional details about how we would achieve that balance.

And, more recently, the Premier has laid out the principles our government will follow as we balance the budget.

We will protect health care and education as the most important public services.

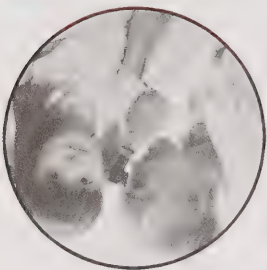
Any reforms we undertake will not compromise those services.

We will reject across-the-board reductions because they would mean deep cuts to health care and education.

Any reforms that we adopt must lead to better value for money through improved efficiencies and greater productivity.

We will not consider tax increases or privatize public health care.

And finally, we will not pursue austerity measures that harm our economy.



Which is why I believe there is no place that is better prepared to weather the storm — and better positioned to grow and take advantage of new opportunities — than Ontario.

We have that, here in Ontario.

And all of us, working together.

Steady leadership.

They require a serious plan.

Mr. Speaker, these are serious times.

Growth in the last two years has been moderate — which is more than many places in the world can say — but there is still more to do.

Now, we are redoubling our efforts to leverage that advantage.

new business investment.

As a result, we are one of the most competitive places in the world for

And we have reformed our tax system, together.

Now, we need to use our health care advantage to attract more investment.

As a result, wait times are down, some 1.3 million more Ontarians have access to a family doctor, and we have more doctors and nurses.

We built a better health care system, together.

find the good, high-paying jobs they have earned.

Now, we have to work together to make sure more of those workers

As a result, we have one of the best-educated workforces in the world.

We built stronger schools, together.

Mr. Speaker, I rise to present the 2011 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review.

I do so at a time when the global economy is uncertain.

In some cases, that uncertainty comes from real, pressing challenges facing our trading partners.

In Europe, the situation remains volatile — which, for Ontario's strong financial sector, remains a concern.

In Japan, the economic impacts of the tragic tsunami continue to be dire — which, for Ontario's manufacturing sector, has meant disruptions to the supply chain.

And slower growth in the United States — our largest trading partner — affects Ontario's growth, too.

In other cases, global economic uncertainty is born out of nothing more than nervousness and rumours that ripple through the stock markets, wiping out savings in the process.

These are uncertain times, Mr. Speaker.

And people are anxious.

And that is understandable.

Our job, as a government, is to speak to that.

Which is why, Mr. Speaker, our government's priority will be Ontario's economy and job creation.

In the past eight years, we have made great progress — together with Ontarians — in building the foundation of a strong economy.



For general inquiries regarding the 2011 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, *Statement*, please call:

Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222
Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at www.fin.gov.on.ca

A printed copy of this publication can be ordered:

Online at: www.serviceontario.ca/publications
By phone through the ServiceOntario Contact Centre
Monday to Friday, 8:30 AM to 5:00 PM

416 326-5300
416 325-3408 (TTY)
1 800 668-9938 Toll-free across Canada
1 800 268-7095 TTY Toll-free across Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 2011
ISSN 1499-5557 (Print)
ISSN 1499-5565 (PDF/HTML)

Ce document est disponible en français sous le titre : *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011, Allocation*

The Honourable DWIGHT DUNCAN
Minister of Finance



ONTARIO ECONOMIC OUTLOOK
AND
FISCAL REVIEW
2011



The Honourable DWIGHT DUNCAN
Minister of Finance



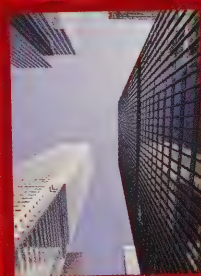
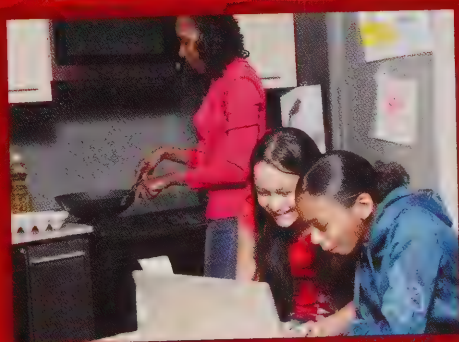
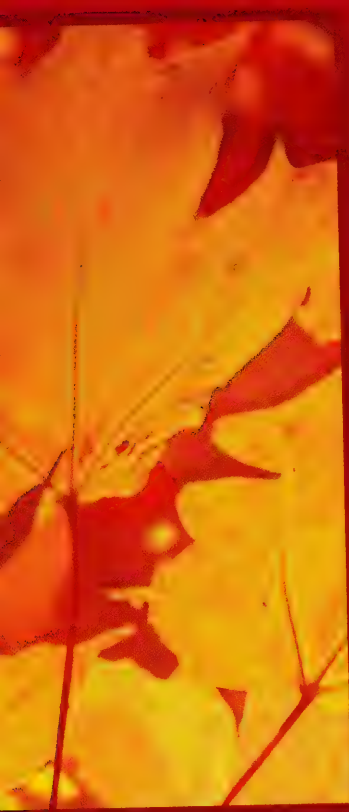
ONTARIO ECONOMIC OUTLOOK
AND
FISCAL REVIEW
2011





2010

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



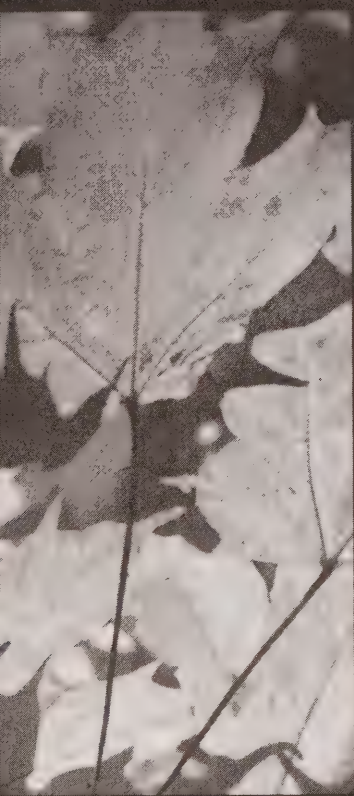
L'HONORABLE **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances

ALLOCATION



2010

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



L'HONORABLE DWIGHT DUNCAN
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

ALLOCUTION

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2010, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
2010 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts
bien gérées, de sources contrôlées
et de bois ou fibres recyclés.

Cert no. SW-COC-002358

www.fsc.org

© 1996 Forest Stewardship Council

INTRODUCTION

Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2010*.

Monsieur le Président, de 2003 à 2008, l'Ontario a tiré avantage de la création d'emplois et de la croissance économique.

Grâce à cette croissance économique et aux investissements que nous avons effectués, nos enfants profitent d'un système d'éducation renforcé et de plus petites classes.

Nos parents profitent de l'attention renouvelée portée à leur système de santé.

L'économie de l'Ontario semblait aller à fond de train et nous avions confiance en notre capacité de rivaliser à l'échelle mondiale.

Puis, en 2008, le monde a connu de grands bouleversements et une récession mondiale s'est installée.

Le système financier mondial s'est presque effondré.

Les grandes marques internationales, y compris certains géants industriels, ont vacillé. Partout dans le monde, des usines ont fermé et des personnes ont perdu leur emploi.

Nous avons mis en oeuvre notre plan Ontario ouvert sur le monde pour renforcer l'économie, créer une nouvelle industrie de l'énergie propre, protéger les progrès accomplis dans les écoles et les hôpitaux, et alléger le fardeau fiscal des familles et des entreprises.

Grâce aux changements que nous avons apportés, neuf contribuables sur 10 paient aujourd'hui moins d'impôt sur le revenu qu'il y a un an.

Grâce à ces changements, plus de 180 000 emplois ont été créés dans la province depuis la fin de la récession.

Monsieur le Président, notre gouvernement a été élu pour changer les choses en Ontario et mettre fin aux années de négligence dont ont souffert les écoles, le système de santé, le réseau électrique et les services publics sur lesquels comptent nos familles.

Nous avons agi et nous entendons faire plus.



Monsieur le Président, la bonne nouvelle, c'est que l'économie de la province sort graduellement de la récession mondiale.

Des indicateurs économiques clés se sont améliorés, même si un grand nombre d'entre eux ne sont pas encore retournés à leurs niveaux d'avant la récession.

Après quatre trimestres consécutifs de déclin, notre produit intérieur brut (PIB) réel a affiché une croissance pendant quatre trimestres de suite.

C'est une bonne nouvelle pour l'Ontario.

En nous fondant sur les meilleurs avis reçus, nous prévoyons que la croissance du PIB de la province atteindra 3,2 pour 100 en 2010, ce qui est supérieur à ce que nous avons prévu dans le budget de 2010.

L'économie prend de l'expansion.

Le PIB réel a recouvré 71 pour 100 de ce qu'il a perdu durant la récession, ce qui favorise la création d'emplois.

L'Ontario a récupéré 75 pour 100 des emplois perdus en raison du ralentissement économique. Aux États-Unis, ce pourcentage n'est que de 10 pour 100.

C'est bon signe, même si notre travail n'est jamais fini lorsqu'il s'agit de renforcer notre économie et de créer des emplois.

La croissance économique sera toutefois plus lente durant les prochaines années, en raison surtout de la faible reprise de l'économie américaine.

Nous nous attendons à une hausse du PIB réel de 2,2 pour 100 en 2011 et de 2,5 pour 100 en 2012. Nos hypothèses de planification sont inférieures aux prévisions moyennes du secteur privé.

La province sort de la récession, certes, mais les familles veulent savoir qu'elles n'ont pas à se préoccuper de leur avenir économique.

Partout au pays, dans le monde entier et dans nos propres collectivités, les gens ressentent encore les contrecoups de la récession. Les temps sont difficiles et les gens ont peu de marge de manoeuvre.

C'est pourquoi notre gouvernement agit.

AIDE AUX FAMILLES ONTARIENNES

Dans notre province, les gouvernements de toutes les allégeances politiques ont négligé de faire les investissements essentiels dans l'infrastructure nécessaire pour fournir et transporter l'électricité.

En 2003, la population de l'Ontario ne savait pas si elle aurait assez d'électricité à sa disposition.

Environ 25 pour 100 de l'électricité de l'Ontario provenait alors de centrales au charbon polluantes.

En 2003, il n'y avait pas de programme de conservation ni de plan d'approvisionnement permettant de suivre l'évolution de la demande.

En 2003, les lignes qui transportent l'électricité vers les foyers étaient en fort mauvais état.

À cette époque, alors même que la demande augmentait, la capacité de production du réseau a affiché une diminution de 1 800 mégawatts. Cela équivaut à l'arrêt de la production d'électricité aux chutes Niagara.

En outre, en 2003, l'Ontario devait importer de l'électricité générée par des centrales au charbon situées aux États-Unis pour répondre à ses besoins.

Le gouvernement alors au pouvoir avait même dû installer des génératrices d'urgence parce qu'il craignait des pannes d'électricité localisées.

En 2002, une brève expérience de déréglementation du marché de l'électricité s'est traduite par une hausse des prix de l'électricité de plus de 30 pour 100 en sept mois.

Il nous faut pouvoir compter sur des sources d'électricité propres et fiables pour vaquer à nos activités quotidiennes – aucun compromis n'est possible quand il s'agit de la qualité de l'air et de l'approvisionnement fiable en électricité.

En 2003, il fallait agir pour sortir l'Ontario de cette impasse, et notre gouvernement est passé à l'action.



Grâce aux changements que nous avons apportés, notre capacité de production d'électricité de sources propres a augmenté suffisamment pour approvisionner environ deux millions de domiciles, et un cinquième de cette électricité provient de sources renouvelables comme l'énergie éolienne et solaire.

Grâce aux changements que nous avons apportés, 5 000 kilomètres de lignes de transport ont été améliorées.

Grâce aux changements que nous avons apportés, les programmes de conservation sont de nouveau mis en oeuvre et permettent aux familles d'économiser.

Nous sommes en bonne voie de fermer les centrales au charbon polluantes de l'Ontario, ce qui équivaut à retirer sept millions de voitures de la circulation.

Toutes ces mesures font de l'Ontario un chef de file dans la production d'énergie propre. Elles attirent également de nouveaux investissements en Ontario et favorisent la création d'emplois. Par exemple :

- le projet d'installation de panneaux solaires à Sarnia, le plus grand projet du genre au monde, qui a créé 800 emplois à l'étape de la construction;
- en partenariat avec la Première nation crie de Moose Factory, la centrale Lower Mattagami, le plus vaste projet hydroélectrique réalisé dans le Nord en 40 ans, qui emploiera 600 personnes à l'étape de la construction.

Et la liste se poursuit.

Des centrales de production d'énergie propre s'ouvrent dans des collectivités comme Guelph et Windsor pour approvisionner le marché ontarien et pour exporter des panneaux solaires et des éoliennes fabriqués en Ontario.

Le gouvernement précédent nous a légué la pollution des centrales au charbon. Nous les éliminons entièrement et nous assainissons l'air.

Il nous a laissé dix éoliennes. Nous sommes fiers d'en compter aujourd'hui 700.

De tels investissements exigent des sommes considérables.

Nous devons investir. Ces coûts étaient absolument nécessaires et impossibles à éviter.

Aujourd'hui, nous devons *tous* payer pour des décennies de négligence de la part des gouvernements de toutes les allégeances politiques.

Aux quatre coins du monde, les consommateurs résidentiels et commerciaux ressentent les effets de la hausse des prix de l'électricité.

Et s'il y a des gens qui vous disent qu'ils peuvent assurer un approvisionnement fiable d'électricité propre à moindre prix, méfiez-vous.

La population veut de l'air pur et un réseau fiable d'électricité, mais elle veut également un peu d'aide pour payer une portion des frais supplémentaires à assumer en attendant que les prix se stabilisent.

C'est pourquoi nous proposons aujourd'hui la prestation ontarienne pour l'énergie propre.

Cette prestation offrirait aux familles, aux fermes et aux petites entreprises de la province une prestation équivalant à 10 pour 100 de leurs factures d'électricité pendant cinq ans.

Ce serait donc une remise de 10 pour 100 de votre facture d'électricité, tous les mois, à compter du 1^{er} janvier 2011.

Cette mesure viendrait en aide aux familles, appuierait le travail acharné des petits entrepreneurs et contribuerait à la réussite des fermes ontariennes.

Le gouvernement McGuinty propose cette mesure pour soutenir les Ontariennes et Ontariens qui se sentent financièrement serrés en raison de l'augmentation du coût de la vie et, en particulier, de l'augmentation des prix de l'électricité.

Quand les temps sont difficiles, toute aide est la bienvenue.



Monsieur le Président, les Ontariennes et Ontariens méritent des emplois plus nombreux et mieux payés.

Depuis mai 2009, l'économie de l'Ontario a créé plus de 180 000 emplois.

Il est encourageant de constater que les statistiques provinciales sur l'emploi s'améliorent, mais ces chiffres offrent peu de réconfort aux personnes au chômage. En outre, une période de six à douze mois sans emploi peut avoir de lourdes répercussions sur les finances de la famille.

C'est pourquoi notre gouvernement forme plus d'un million de personnes par année en leur fournissant de l'aide et des services de formation professionnelle par l'entremise d'Emploi Ontario.

Grâce à notre programme Deuxième carrière, plus de 36 000 travailleurs mis à pied ont pu suivre une formation. Plus de 60 pour 100 des participants à ce programme décrochent un emploi dans les trois mois suivant la fin de leur formation.

Monsieur le Président, tout comme nous avons dû offrir des programmes de recyclage aux travailleurs et rebâtir notre réseau d'électricité, nous avons dû moderniser notre régime fiscal, car il pénalisait les entreprises qui investissent dans la création d'emplois.

Le Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance réduit les impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises et dote la province d'un régime fiscal adapté aux réalités du XXI^e siècle.

Grâce aux modifications que nous avons apportées jusqu'à maintenant, près de 600 000 emplois seront créés dans la province en 10 ans.

Par l'entremise du plan Ontario ouvert sur le monde, nous avons mis en oeuvre une série d'allègements fiscaux s'adressant aux familles afin de les aider à payer notamment les coûts d'énergie, les impôts fonciers et les frais d'inscription à des activités pour enfants.

Grâce aux changements que nous avons apportés, neuf contribuables sur 10 paient moins d'impôt sur leur revenu comparativement à ce qu'ils payaient il y a un an.

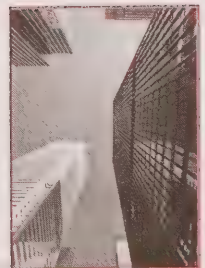
ASSURER L'AVENIR DE NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE

Monsieur le Président, partout où je vais des gens me disent qu'ils n'ont pas pu économiser assez pour leur retraite et que cela les inquiète.

Les futurs retraités devraient être soulagés de savoir que nous prenons des mesures concrètes pour leur assurer un revenu de retraite adéquat.

Nous avons déposé deux projets de loi sur la réforme des régimes de retraite. Il s'agit de la plus vaste réforme du cadre législatif régissant les régimes de retraite en l'espace d'une génération.

Le gouvernement McGuinty continuera de se battre pour que des améliorations abordables soient apportées au Régime de pensions du Canada, ce dont bénéficierait la population de l'Ontario et du reste du Canada.



GESTION RESPONSABLE : MISE À JOUR FINANCIÈRE

Monsieur le Président, dès le début de la récession nous avons décidé de protéger les emplois et de soutenir les écoles, les hôpitaux et les services publics essentiels.

Notre gouvernement réduit le déficit chaque année.

À mesure que la croissance économique reprend, les gouvernements doivent rétablir l'équilibre budgétaire. C'est ce que fait notre gouvernement.

Nous avons un plan responsable pour éliminer le déficit.

Je suis heureux d'annoncer que le déficit prévu pour 2010-2011 a été réduit de près de 25 pour 100 par rapport au montant prévu il y a un an pour 2009-2010.

Nous prévoyons actuellement que le déficit de 2010-2011 sera de 18,7 milliards de dollars.

Cette diminution est attribuable à deux facteurs : une croissance économique plus forte et une gestion responsable.

Nous demeurerons des gestionnaires prudents et efficaces et continuerons d'investir les deniers publics de façon judicieuse.

Nous avons agi afin de réduire notre plus important poste de dépenses : la rémunération.

Près de la moitié des ententes négociées depuis la publication du budget de 2010 ne prévoient pas de hausse de la rémunération pendant deux ans.

Aux syndicats et aux employeurs qui ont acquiescé à notre demande d'aide, nous disons merci.

Monsieur le Président, je ferai le point régulièrement sur les choix que nous faisons pour assurer une gestion responsable et mettre l'accent sur les priorités des familles ontariennes.

Nous prenons cette responsabilité très au sérieux.

Le gouvernement précédent a vendu à rabais des biens construits en Ontario comme l'autoroute 407. Nous avons opté pour une approche sensée et responsable. Nous négocions actuellement les modalités d'un accord visant à poursuivre notre partenariat de longue date en matière d'enregistrement immobilier électronique.

Nous proposons de renouveler les permis de Teranet, qui l'autorisent à dispenser des services d'enregistrement immobilier électronique et liés aux brefs, tout en gardant le contrôle des droits exigés. L'accord proposé prévoit un paiement de 1 milliard de dollars, que nous utiliserions pour réduire la dette de la province. Ce faisant, nous économiserions jusqu'à 50 millions de dollars par année en frais d'intérêt. Cet accord générerait également des redevances d'environ 50 millions de dollars par année à compter de 2017.

Cela signifie que, en tenant compte de la réduction de 1 milliard de dollars du déficit, nous emprunterons 2 milliards de dollars de moins que prévu.



CONCLUSION

Monsieur le Président, notre tâche consiste à favoriser la compétitivité de l'économie afin de créer des emplois, à réduire le déficit et la dette de la province et à venir en aide aux familles ontariennes.

Nous ne pouvons pas revenir à un régime fiscal désuet qui décourage les investissements et nuit aux emplois, et nous ne le ferons pas.

Nous continuerons de mettre en oeuvre notre plan pour faire de l'Ontario un endroit plus propice aux investissements afin qu'on y crée des emplois pour nos familles.

Nous ne pouvons pas revenir à l'époque des centrales au charbon polluantes, et nous ne le ferons pas.

Grâce aux changements que nous avons apportés, nous serons des chefs de file en matière d'assainissement de l'air et d'énergie propre.

Nous ne reviendrons pas à l'époque des écoles en piteux état et des hôpitaux qui fermaient leurs portes.

Nous allons plutôt continuer d'instaurer la maternelle à temps plein et d'éduquer les élèves et les étudiants afin qu'ils aient les compétences nécessaires pour trouver un bon emploi.

Nous ne laisserons pas notre remarquable province revenir en arrière.

Nous avons pris note de ce que les gens ont dit au sujet de la hausse des coûts d'électricité.

Nous prendrons les mesures nécessaires pour assainir l'air et assurer un approvisionnement en énergie propre, et accorderons une prestation pour l'énergie propre de 10 pour 100 applicable aux prix de l'électricité.

Les Ontariennes et Ontariens nous ont demandé de les aider à trouver un emploi. Nous agissons.

Les Ontariennes et Ontariens nous ont demandé de les aider à améliorer l'état de leurs finances personnelles. Nous agissons.

Les Ontariennes et Ontariens nous ont demandé de protéger les écoles et les services de santé. Nous agissons.

Monsieur le Président, nous continuerons de faire des investissements qui stimulent la croissance de l'économie et créent des emplois. Nous continuerons de faire progresser l'Ontario.

La population de l'Ontario ne mérite rien de moins.

Merci, Monsieur le Président.

Mr. Speaker, our task is to encourage a competitive economy that creates jobs, to manage down the deficit and the debt, and to help Ontario families.

We cannot — we will not — turn back the clock to an outdated tax system that discourages investment and costs us jobs.

We will move forward with our plan to make Ontario a better place to invest so that jobs are created for our families.

We cannot — we will not — turn back the clock to coal-burning pollution.

With the changes we've made, we'll be leaders in clean air and clean energy.

We will not turn back to crumbling schools and closing hospitals.

Instead, we'll be moving forward with full-day kindergarten and educating our students so that they have the skills they need to get good jobs.

We will not allow this great province to fall back.

We've heard what people said about rising electricity costs.

We will deliver clean air, clean energy and a 10 per cent clean energy benefit on your bill.

Ontarians told us to help with jobs — we are taking action.

Ontarians said to help with their pocketbooks — we are taking action.

Ontarians said to protect schools and health care — we are taking action.

Mr. Speaker, we will continue to make investments that help grow the economy and create jobs. We will keep moving Ontario forward.

The people of Ontario deserve nothing less.

Thank you, Mr. Speaker.



The previous government held a fire sale for made-in-Ontario assets like Highway 407. Instead, we're taking a thoughtful and responsible approach. We are negotiating the terms of a deal to renew our long-standing partnership in electronic land registration.

We are proposing to extend Teranet's licences to provide electronic land registration and writs services — while retaining control over fees. This proposed agreement would provide a \$1 billion payment to be used to reduce our debt. This would save up to \$50 million in annual interest costs. It would also provide annual royalty payments of an additional \$50 million starting in 2017.

When added to the \$1 billion reduction in the deficit, this means we are borrowing \$2 billion less than forecasted.

Mr. Speaker, we made the decision at the beginning of this recession to protect jobs and sustain schools, hospitals and vital public services. Our government is reducing the size of the deficit each and every year. As economies return to growth, governments must return to balance — and our government is doing that.

We have a responsible plan to eliminate the deficit.

I'm pleased to announce that the projected deficit for 2010–11 has been cut by almost 25 per cent — compared to the forecast a year ago for 2009–10.

At this time, we are projecting that the deficit for 2010–11 will be \$18.7 billion.

The reason for this decline is twofold: stronger economic growth and responsible management.

We will continue to be prudent and efficient managers and invest tax dollars wisely.

We've taken action on our biggest spending line: compensation. About half of the negotiated settlements since the *2010 Budget* have resulted in two years of no compensation increases.

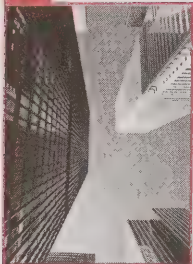
To those unions and employers who have responded to our request for help, we say thank you.

Mr. Speaker, I will be providing periodic updates on the choices we are making to manage responsibly and to focus on the priorities of Ontario families.

We take this responsibility very seriously.

SECURING OUR RETIREMENT FUTURE

Mr. Speaker, everywhere I go people tell me they are worried that they haven't been able to save enough for retirement. Future retirees should take comfort in knowing that we're taking meaningful steps to secure their retirement income. We have introduced two bills on pension reform — the most significant reform to pension law in a generation. The McGuinty government will also continue to fight for affordable enhancements to the Canada Pension Plan for Ontarians and indeed all Canadians.



Mr. Speaker, the people of Ontario deserve more and higher-paying jobs. Since May 2009, the Ontario economy has created over 180,000 new jobs. Improving provincial job numbers are one thing but they don't mean much if you don't have one. And even when you do get a new job, six or 12 months out of the workforce can have a big impact on family finances. That's why this government trains more than one million people annually — through skills development and assistance at Employment Ontario. Our Second Career program has helped over 36,000 laid-off workers get training. Over 60 per cent of Second Career participants get new jobs within three months of graduation.

Mr. Speaker, just as we needed to retrain workers, and just as we had to rebuild our electricity system, we needed to modernize a tax system that penalized business for investing in job creation.

Ontario's Tax Plan for Jobs and Growth is cutting taxes for people, cutting taxes for businesses and brings our tax system into the 21st century.

With the changes we've made so far, people in Ontario will see almost 600,000 new jobs within 10 years.

The Open Ontario plan moved forward with a group of tax breaks specifically designed to help families — like breaks on energy costs, on property tax or on children's activities.

With the changes we've made, nine out of 10 taxpayers pay less income tax than they did a year ago.



That's why today we are introducing the Ontario Clean Energy Benefit. The Ontario Clean Energy Benefit would give Ontario families, farms and small businesses a 10 per cent benefit on their bills for five years. That would be 10 per cent off your electricity bill every month, effective January 1, 2011.

This would help families, it would help hard-working small business owners, and it would make a difference for Ontario's farms.

The McGuinty government is doing this to help those who are feeling the pinch from the rising cost of living and, especially, rising electricity prices. Every little bit helps during lean times.

We're on track to close Ontario's dirty coal plants — the equivalent of taking seven million cars off the road.

All of this is making Ontario a leader in clean energy. It means new investment in Ontario and new jobs including:

- the Sarnia Solar Project, the largest operating in the world, creating 800 construction jobs; and

- in partnership with the Moose Cree First Nation, the Lower Mattagami project, the largest northern hydro project in 40 years, which will employ 600 people in its construction.

The list goes on.

Clean energy manufacturing plants are opening in communities like Guelph and Windsor to serve the Ontario market and to export made-in-Ontario solar panels and wind turbines.

The previous government gave us dirty coal. We are eliminating coal entirely and cleaning our air.

They left us with 10 wind turbines. We brought in 700.

These investments cost money.

We had to invest. These were necessary, unavoidable costs.

We are *all* paying for decades of neglect by governments of all political stripes.

Around the world, residential and business consumers are feeling the

impact of electricity prices.

And, if people tell you they can deliver clean reliable electricity at a lower price, don't believe them.

People want clean air and reliable electricity and they are also looking for a bit of help paying some of this additional cost until prices stabilize.

Governments of every political stripe in this province failed to make crucial investments in electricity supply and transmission.

By 2003, people did not know if the lights would stay on.

Back then, about 25 per cent of Ontario's electricity came from dirty coal.

In 2003, there was no plan for conservation, no plan for supply to keep up with demand.

In 2003, the wires that bring power to homes were in critical disrepair.

At that time, while demand was going up, the electricity system lost 1,800 megawatts of power capacity. That's the equivalent of Niagara Falls running dry.

Moreover, in 2003, Ontario had to import U.S. coal-fired electricity just to keep the lights on.

The government of the day even had to set up emergency generators for fear of brownouts.

A brief market-deregulation experiment in 2002 saw electricity prices spike an average of over 30 per cent over seven months.

Clean reliable electricity should be part of our everyday lives — there's no compromise on clean air and reliable power.

In 2003, Ontario needed action and this government took action.

With the changes we've made, we've built enough new cleaner generation to power some two million homes — about a fifth of that is from renewables like wind and solar.

With the changes we've made, there are 5,000 kilometres of improved transmission lines.

With the changes we've made, conservation programs are back and can save families money.



Mr. Speaker, the good news is that Ontario's economy is emerging from the global recession.

Key economic indicators have improved since the recession, though many remain below pre-recession levels.

After declining for four consecutive quarters, our real gross domestic product (GDP) has increased for four consecutive quarters.

That is good news for Ontario.

Based on the best available advice, we project that Ontario's GDP growth will be 3.2 per cent in 2010, up from what we forecast in the *2010 Ontario Budget*. The economy is growing.

Real GDP has recovered 71 per cent of its recessionary loss — and that is helping job creation.

While the United States has recovered just 10 per cent of the jobs lost due to the recession, Ontario has recovered 75 per cent of the jobs lost in the downturn.

It's a good sign, though our work is never done when it comes to strengthening our economy and creating jobs.

Economic growth, however, is going to be slower in the coming years — mostly due to slow growth in the U.S. economy.

In 2011, we expect real GDP to grow by 2.2 per cent and in 2012 by 2.5 per cent. Our planning assumptions are lower than the average private-sector forecast.

Though Ontario is emerging from this recession, families want to know that they can feel secure about their economic future.

Across the country, around the world and in the communities where we live, people are still feeling the impact of the recession. It feels like lean times and people are feeling the pinch.

So our government is taking action.

Mr. Speaker, I rise today to present the 2010 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review.

Mr. Speaker, from 2003 to 2008, Ontario enjoyed job creation and economic growth.

As a result of that economic growth and our investments, our children are enjoying the benefits of a stronger education system and smaller class sizes. Our parents are enjoying the benefits of the renewed attention paid to their health care.

It felt like Ontario's economy was firing on all cylinders and we felt secure in our ability to take on the world.

In 2008, the world changed — dramatically — and a global recession set in.

The world's financial system came to the brink of collapse.

Global brands — among them the titans of industry — faltered. Factories the world over closed and jobs across the globe were lost.

We took action with our Open Ontario plan — a plan to strengthen the economy, to grow a new clean energy industry, to protect the gains we've made in schools and hospitals, and to provide some tax relief to families and businesses.

So today, with the changes we've made, nine out of 10 taxpayers are paying less income tax than they did a year ago.

With the changes we've made, over 180,000 jobs have been created in this province since the end of the recession.

Mr. Speaker, this government was elected to bring change to the province of Ontario. Change from the previous years of neglect of schools, of health care, of the electricity system and of the public services that our families rely on.

We've taken action, and now we plan to do more.



For general inquiries regarding the 2010 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, *Statement* please call:

Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222
Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at www.fin.gov.on.ca

A printed copy of this publication can be ordered:

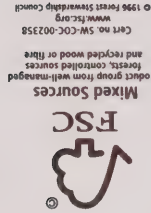
Online at: www.serviceontario.ca/publications
By phone through the ServiceOntario Contact Centre
Monday to Friday, 8:30 AM to 5:00 PM

416 326-5300
416 325-3408 (TTY)
1 800 668-9938 Toll-free across Canada
1 800 268-7095 TTY Toll-free across Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 2010
ISSN 1499-5557 (Print)
ISSN 1499-5565 (PDF/HTML)

Ce document est disponible en français sous le titre :

Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2010, Allocation



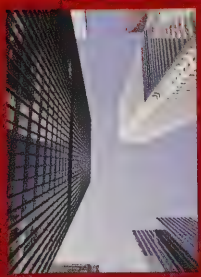
CA20N
TR
-057



Government
Publications

2010

ONTARIO ECONOMIC OUTLOOK
AND FISCAL REVIEW



STATEMENT

THE HONOURABLE DWIGHT DUNCAN
Minister of Finance



Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

2007



L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Allocution



Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

2007

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Allocution

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007, Allocution*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances	
Demandes en français et en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document auprès de :

ServiceOntario Publications
777, rue Bay, Niveau du marché
Toronto (Ontario) M5G 2C8
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.serviceontario.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2007
ISSN 1499-5557 (Imprimé)
ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
2007 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement





Introduction

Monsieur le Président, je suis fier de présenter aujourd'hui les *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, la prochaine étape de notre plan visant à aider l'Ontario à aller de l'avant.

*Économie forte
et résiliente*

Notre économie est aussi forte et résiliente que la population ontarienne elle-même.

En fait, jusqu'ici cette année, le rendement économique de la province a été supérieur aux attentes.

Les assises économiques de la province sont solides et vigoureuses.

Cependant, nous faisons face à quelques défis, dont l'état de l'économie américaine, l'appréciation du dollar canadien et l'augmentation des prix du pétrole.

Ces facteurs externes ont une incidence immédiate sur les secteurs de la fabrication, de la foresterie, de l'agriculture et du tourisme, et sur les familles dont la prospérité est tributaire de ces secteurs.

Il s'agit là de notre priorité immédiate. Aujourd'hui, j'annonce des mesures immédiates qui misent sur nos initiatives antérieures.

Croissance continue

Le plan du gouvernement vise avant tout à investir dans notre population et dans notre infrastructure. Ensemble, nous pourrions favoriser la prochaine vague de croissance économique.

Perspectives économiques et mise à jour sur les finances

Monsieur le Président, l'économie hautement diversifiée de l'Ontario et notre main-d'œuvre très spécialisée sont essentielles à la croissance continue de la province, à court et à moyen terme.

Cette année, notre croissance économique a été plus forte que prévue.

La croissance devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années même si les analystes du secteur privé ont revu leurs attentes à la baisse depuis la publication du budget de 2007.

Le taux de croissance cette année a été révisé à la hausse et fixé à 2 pour 100. Il devrait s'établir à 1,9 pour 100 l'année prochaine et à 2,5 pour 100 en 2009.

Défis externes

La modification de ces prévisions découle de l'incertitude plus grande qui entoure l'état de l'économie américaine, en raison de l'évolution récente du marché du logement, de l'appréciation plus élevée que prévue de notre monnaie et de la hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale, qui dépasse les prévisions.



Malgré ces défis externes très réels, la croissance est à la hausse, tout comme le niveau d'emploi, et les salaires ne cessent d'augmenter.

Budget équilibré

Le budget de cette année sera équilibré.

Si la réserve n'est pas utilisée, nous aurons un excédent de 750 millions de dollars, soit 400 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu lors de la publication du budget en mars.

Nous allons respecter nos engagements au cours des deux prochains exercices, sans déficit ni augmentation d'impôts.

Notre plan est équilibré et il est prudent. C'est le bon plan pour l'Ontario.

Le plan

Monsieur le Président, le gouvernement McGuinty va de l'avant aujourd'hui avec une stratégie dotée de 3 milliards de dollars pour augmenter la compétitivité de la province. Les investissements immédiats de cette stratégie sont ciblés sur les secteurs, les collectivités et les familles qui ne profitent pas de la prospérité de l'Ontario.

Plan pour un Ontario plus fort

Le succès que notre plan a remporté jusqu'ici nous donne la souplesse d'en faire plus dès maintenant.

En faisant fond sur les initiatives que nous avons déjà mises en oeuvre, nous allons maintenant de l'avant dans la réalisation du plan en cinq points axé sur la compétitivité que nous avons dévoilé plus tôt cet automne.

Notre gouvernement prend des mesures inédites.

Tout d'abord, nous proposons d'éliminer l'impôt sur le capital pour les secteurs de la fabrication et des ressources, y compris la foresterie, à compter du 1^{er} janvier 2008.

Nous proposons aussi d'offrir une réduction de 21 pour 100 du taux de l'impôt sur le capital, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007, applicable à toutes les entreprises.

Ce faisant, nous accélérons la mise en oeuvre de la politique que notre gouvernement a instaurée en 2004, laquelle contribuera à stimuler les investissements et la création d'emplois dans toute la province.

Renforcer le secteur manufacturier

Monsieur le Président, les petites entreprises créent des emplois et elles sont le moteur économique de nos collectivités.

Notre gouvernement aidera les petites entreprises en proposant de faire passer de 400 000 \$ à 500 000 \$ le seuil de la déduction à laquelle elles ont droit, rétroactivement au 1^{er} janvier 2007.



Des milliers d'entreprises de tout l'Ontario bénéficieraient ainsi de cet investissement de 100 millions de dollars sur quatre ans. Plus de 20 pour 100 d'entre elles exercent leurs activités dans les secteurs de la fabrication et des ressources.

Enfin, nous proposons d'augmenter le taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, le faisant passer de 30 pour 100 à 35 pour 100, ainsi que le crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production, le faisant passer de 18 pour 100 à 25 pour 100, afin d'étayer le soutien offert à ce secteur en plein essor de notre économie.

Cet investissement totalisant 1,1 milliard de dollars vise les secteurs et les collectivités les plus touchées par la conjoncture actuelle. Il aidera à protéger les emplois existants, à favoriser les investissements dans la création d'emplois et à fournir immédiatement des fonds aux industries qui ont le plus besoin de fonds de roulement.

Monsieur le Président, nous proposons également de prendre des mesures pour que le remboursement des droits de cession immobilière s'applique aux logements revendus, afin d'aider les accédants à la propriété. À compter d'aujourd'hui, l'achat d'un logement qui vient d'être construit ou qui est revendu donnera droit au remboursement des droits de cession immobilière acquittés, jusqu'à concurrence de 2 000 \$.

*Aider les accédants
à la propriété*

Le gouvernement McGuinty poursuit un plan ambitieux de renouvellement de l'infrastructure depuis son arrivée au pouvoir en 2003.

Dans le but de créer des emplois et de rehausser la compétitivité, nous investirons 1,4 milliard de dollars de plus dans l'infrastructure publique.

Toutes les collectivités ont des priorités en matière d'infrastructure et nous voulons qu'elles puissent entreprendre leurs projets d'amélioration de l'infrastructure dès maintenant. Le ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique, le ministre des Transports et le ministre des Affaires municipales et du Logement fourniront bientôt des détails sur la manière dont nos partenaires du secteur municipal pourront accéder à des fonds totalisant 900 millions de dollars.

*Investir dans
l'infrastructure*

L'investissement dans l'infrastructure le plus important pour l'économie de l'Ontario est l'aménagement d'un nouveau passage frontalier à Windsor. Tous nos interlocuteurs sont unanimes : l'aménagement de ce passage frontalier doit se réaliser maintenant.

L'équipe d'étude sur le passage international de la rivière Detroit présentera bientôt la solution qu'elle préfère à l'égard de la nouvelle route d'accès, de la nouvelle esplanade et du nouveau passage frontalier.

Le gouvernement de l'Ontario financera entièrement sa part des coûts associés à cette nouvelle route d'accès, sous réserve de l'obtention de toutes les approbations nécessaires.



Soutenir le tourisme en Ontario

En procédant à ces investissements, nous mettrons tout en oeuvre pour que les entreprises de l'Ontario en bénéficient, tout en respectant les accords commerciaux.

Monsieur le Président, de nombreux agriculteurs ontariens subissent des contraintes particulières à cause de l'appréciation du dollar canadien. Le gouvernement McGuinty prévoit 150 millions de dollars de plus pour rehausser la compétitivité et pour aider les éleveurs de bovins ou de porcs et les horticulteurs à gérer les conditions actuelles du marché. La ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales collaborera avec le milieu agricole pour que les familles agricoles bénéficient rapidement de cette aide.

Secteur clé de notre économie, le tourisme subit les contrecoups de facteurs externes. Nous investissons aujourd'hui un montant supplémentaire de 30 millions de dollars, nous bonifions notre campagne « Découvertes Ontario » et nous appuyons les festivals culturels qui stimulent l'économie.

Si nous voulons relever les défis pressants qui se présentent à nous aujourd'hui, nous devons continuer à investir dans la recherche, l'innovation et la commercialisation, qui sont à la base des emplois de demain. Le ministre de la Recherche et de l'Innovation annoncera bientôt les détails de nouveaux investissements de plus de 50 millions de dollars.

Quand nous parlons des secteurs, Monsieur le Président, nous parlons en fait des familles ontariennes.

Qu'un seul des nôtres soit sans travail, Monsieur le Président, et nous nous sentons tous responsables.

Élargir Emploi Ontario

Nous allons étoffer et améliorer le système de formation Emploi Ontario, doté de près de 1 milliard de dollars, en y affectant 40 millions de dollars de plus, afin de le doter de nouvelles ressources.

Cette nouvelle injection sera consacrée à un ensemble approprié de services de formation pour un réemploi rapide, afin d'offrir des services immédiats d'orientation professionnelle et de recyclage aux personnes sur le point d'être mises à pied.

Monsieur le Président, notre province prend des mesures énergiques pour miser sur la vigueur de notre économie.

Toutefois, nous pourrions faire encore plus avec l'aide du gouvernement fédéral.

La moitié des emplois dans le secteur manufacturier canadien se trouvent ici même en Ontario.

Stimuler la croissance

Il est évident qu'il faut passer à l'action et qu'il ne s'agit non pas d'une préoccupation provinciale, mais bien d'un impératif national.

Les taux de l'impôt sur les sociétés de l'Ontario sont déjà en dessous du taux que le gouvernement fédéral a prévu d'instaurer en 2012.



Nous faisons notre part pour encourager la croissance, et il est maintenant temps que le gouvernement fédéral en fasse plus, en avançant de trois ans l'application de la déduction pour amortissement accéléré offerte aux manufacturiers.

Comparativement aux travailleurs de la plupart des autres régions du Canada, la plupart des travailleurs de l'Ontario doivent travailler un plus grand nombre d'heures pour avoir droit à l'assurance-emploi, et les prestations auxquelles ils sont admissibles sont inférieures. C'est injuste.

Si le programme fonctionnait équitablement, un chômeur ontarien toucherait en moyenne des prestations annuelles de 4 000 \$ de plus.

Il est temps aussi que le gouvernement fédéral fasse sa part pour nos villes et localités et qu'il leur verse des fonds supplémentaires de 1,9 milliard de dollars au titre de l'infrastructure et des transports en commun.

Enfin, l'Ontario n'appuiera pas un accord sur le libre-échange entre le Canada et la Corée du Sud qui ne donne pas aux entreprises ontariennes un accès égal au marché sud-coréen.

Nous incitons fortement tous les membres de l'Assemblée à se joindre à nous et à demander au gouvernement fédéral de devenir un partenaire à part entière dans l'édification d'un Ontario plus fort, dans un Canada plus fort.

Conclusion

Monsieur le Président, la population ontarienne compte sur nous pour que l'Ontario aille de l'avant.

Elle veut que nous soyons des gestionnaires prudents et que, parallèlement, nous fassions des progrès réels.

Monsieur le Président, c'est en travaillant ensemble que les citoyens de la province arriveront à surmonter les défis qui se posent et à tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux, non seulement pour le compte d'un seul segment de la population, mais pour l'ensemble de la population.

C'est l'objet même de notre plan.

C'est l'objet même du gouvernement McGuinty.

Et c'est ce que mérite la population de l'Ontario.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

*Aller de l'avant
ensemble*

Finally, Ontario will not support a free trade agreement with South Korea that does not give Ontario businesses equal access to the South Korean market.

And we call on all members of this House to join us in urging the federal government to be a full partner in building a stronger Ontario for a stronger Canada.

Conclusion

Mr. Speaker, the people of Ontario are counting on us to move Ontario forward.

They want us to be prudent fiscal managers and pursue real progress — at the same time.

Mr. Speaker: working together, Ontarians can overcome the challenges before us, and win opportunities — not just for a few, but for all.

Moving forward together

That is what our plan is all about.

That is what the McGuinty government is all about.

And the people of Ontario deserve nothing less.

Thank you, Mr. Speaker.





In addressing today's pressing challenges, we need to continue investing in research, innovation and commercialization — the foundation of tomorrow's jobs. The Minister of Research and Innovation will soon announce details of \$50 million in new investments.

When we speak of sectors, Mr. Speaker, we are really talking about Ontario families.

When even one of us is out of work, Mr. Speaker, all of us feel a responsibility.

We will expand and improve the nearly \$1 billion Employment Ontario program with \$40 million in new resources.

This new investment will focus on a timely Rapid Re-employment and Training Service — to deliver immediate career counselling and retraining for people facing layoffs.

Mr. Speaker, this province is taking strong action to build on the strength of our economy.

But we could do even more with the help of the federal government. Half of the manufacturing jobs in Canada are right here in Ontario. It's clear that taking action is more than a provincial concern — it's a national imperative.

Corporate income tax rates in Ontario are already lower than the rate the federal government plans to reach in 2012.

We're doing our part to encourage growth, and now it's time for Ottawa to do more by extending the accelerated capital cost allowance for manufacturers by three years.

Most Ontario workers work longer hours than workers in other parts of Canada in order to qualify for less Employment Insurance support. This is wrong.

If the plan worked fairly, on average, an unemployed Ontario worker would see an additional \$4,000 in annual benefits.

And it's time for the federal government to do its part for our cities and towns, by providing municipalities with \$1.9 billion in additional funding for infrastructure and public transit.

Expanding Employment Ontario

Encouraging growth

*Help for
homebuyers*

Altogether, this \$1.1 billion tax package targets those sectors and communities under the most pressure. It would help protect existing jobs, stimulate investment in new jobs and provide immediate cash flow to those industries most in need of working capital.

Mr. Speaker, we are also proposing to expand our Land Transfer Tax refund to resale homes to help out first-time homebuyers. Effective today, newly constructed and resale homes would be eligible for a refund of up to \$2,000.

The McGuinty government has been pursuing an ambitious plan of infrastructure renewal since taking office in 2003.

To create jobs and boost competitiveness, we will invest an additional \$1.4 billion in public infrastructure.

*Investing in
infrastructure*

Every community has infrastructure priorities and we want to get those projects started now. The Ministers of Public Infrastructure Renewal, Transportation, and Municipal Affairs and Housing will be providing details on how our municipal partners can access \$900 million in funding shortly.

The most critical infrastructure investment for the Ontario economy is a new border crossing at Windsor. Stakeholders are unanimous: we need that crossing now.

The Detroit River International Crossing study team will soon present its preferred alternative for the new access road, plaza and crossing.

The Government of Ontario will fully fund its share of the costs associated with that new access road, subject to the successful completion of all approval processes.

As we make these investments, while respecting trade agreements, we will strive to ensure Ontario businesses benefit.

*Supporting tourism
in Ontario*

Mr. Speaker, many Ontario farmers have faced particular challenges related to the Canadian dollar. The McGuinty government will provide \$150 million in new dollars to strengthen competitiveness and to help cattle, hog and horticulture farmers manage the current market conditions. The Minister of Agriculture will work with the farming community to get this help to our farming families quickly.

Tourism is a key sector in our economy that is being buffeted by external events. Today, we are investing an additional \$30 million to extend our Travel Ontario campaign and support economy-boosting cultural festivals.



Balanced budget

If the reserve is not required, we will have a \$750 million surplus — \$400 million more than we projected in the March Budget. And we will meet our commitments over the next two fiscal years with no deficits or tax increases. Our plan is balanced, it's prudent and it's the right plan for Ontario.

The Plan

Mr. Speaker, the McGuinty government is moving forward today with a \$3 billion strategy to boost competitiveness, which targets immediate investments to those sectors, communities and families not sharing in Ontario's prosperity.

The success of our plan, to date, gives us the flexibility to do more now. Building on past initiatives, we are now moving forward on our five-point plan for economic competitiveness, outlined earlier this fall. Our government is taking unprecedented action.

First, effective January 1, 2008, we propose eliminating the Capital Tax for the manufacturing and resource sectors — including forestry.

Further, we are proposing to cut the Capital Tax rate for all businesses by 21 per cent, retroactive to January 1, 2007.

In so doing, we accelerate the plan we established in 2004, which will help foster investment and job growth across the province.

Mr. Speaker, small businesses create jobs and they are the economic backbone of our communities.

Our government will help small business by proposing to increase the small business deduction threshold to \$500,000 from \$400,000 — retroactive to January 1, 2007.

Over four years, thousands of businesses across Ontario would benefit from this \$100 million initiative. More than 20 per cent of them are in the manufacturing and resource sectors.

Finally, we propose an increase in the tax credit rate for the Ontario Film and Television Tax Credit from 30 to 35 per cent, and for the Ontario Production Services Tax Credit from 18 per cent to 25 per cent, lending further support to this burgeoning sector of our economy.

Boosting Ontario's manufacturing

Plan for stronger Ontario

Introduction

Mr. Speaker, I rise today to present the 2007 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review — the next phase in our plan to move Ontario forward. Our economy is as strong and resilient as Ontarians themselves.

In fact, so far this year, the province's economic performance has exceeded expectations.

The fundamentals of our economy are vital and strong.

We do, however, face some challenges, including the state of the U.S. economy, the value of our dollar and the price of oil.

These external forces are having an immediate impact on the manufacturing, forestry, agriculture and tourism sectors — and the families that depend on them.

This is our immediate priority, and today I will announce immediate action that builds on our previous initiatives.

The government's plan, at its core, is about investing in our people and in our infrastructure, so that, working together, we can foster the next generation of economic growth.

Economic Outlook and Fiscal Update

Mr. Speaker, Ontario's highly diversified economy and highly skilled workforce are key to continued growth in the short and medium term. Stronger-than-expected growth this year will be followed by continued growth in each of the next two years, though private-sector analysts have revised their expectations downward since the 2007–08 Budget.

Growth this year has been revised upward to 2.0 per cent, with growth next year expected to be 1.9 per cent and 2.5 per cent for 2009.

External challenges

Underlying these revised projections are greater uncertainty in the U.S. economy resulting from recent developments in the housing market, the stronger-than-expected performance of the Canadian dollar and the higher-than-anticipated world price of oil.

In spite of these very real external challenges, growth is up, employment is up and wages continue to improve.

This year's Budget will be balanced.



General inquiries regarding the 2007 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement should be directed to:

Ministry of Finance
95 Grosvenor Street, Queen's Park
Frost Building North, 3rd Floor
Toronto, Ontario M7A 1Z1

or call:

Ministry of Finance Information Centre
Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222
Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at
www.fin.gov.on.ca

Printed copies are available from:

ServiceOntario Publications
777 Bay Street, Market Level
Toronto, Ontario M5G 2C8

Telephone: (416) 326-5300

Toll-free: 1-800-668-9938

TTY Toll-free: 1-800-268-7095

Website: www.publications.serviceontario.ca

© Queen's Printer for Ontario, 2007

ISSN 1499-5557 (Print)

ISSN 1499-5565 (PDF/HTML)

Ce document est disponible en français sous le titre :

Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007, Allocation





Ontario Economic Outlook and Fiscal Review

2007



The Honourable Dwight Duncan
Minister of Finance

Statement
Check Against Delivery

CAZON
TR
-057



Ontario Economic Outlook and Fiscal Review

2007



The Honourable Dwight Duncan
Minister of Finance

Statement

Publications
Government of Ontario



2006

**Perspectives économiques
et revue financière de l'Ontario**

**L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances**

Allocution

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2006, Allocution*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances	
Demandes en français et en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document auprès de :

Publications Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006
ISSN 1499-5557 (Imprimé)
ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
2006 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement



INTRODUCTION

Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de vous présenter les Perspectives économiques et la revue financière de l'Ontario de 2006 ainsi que les résultats financiers pour le deuxième trimestre.

Ces résultats révèlent que nous sommes en voie de respecter les objectifs de notre plan financier pour 2006-2007.

Cependant, d'ici l'année prochaine, le trésor de la province commencera à subir les contrecoups d'une économie qui croît de façon plus modérée que ce qu'on prévoyait il y a quelques mois à peine.

Depuis notre accession au pouvoir, l'Ontario a profité d'une croissance économique soutenue.

Cette croissance n'est pas le fruit du hasard.

Elle s'inscrit dans notre plan visant à favoriser le succès de l'Ontario à long terme.

Notre plan visant à consolider l'Ontario en misant sur les forces de sa population et en investissant dans la santé, l'éducation et la compétitivité de sa population.

Notre plan visant à assurer le succès de l'Ontario à long terme.

Les trois dernières années ont été fort occupées.

Revenons en arrière, à l'année 2003, si vous le voulez bien :

- quand notre système d'éducation publique ne répondait pas aux besoins des élèves de la province;
- quand notre système public de soins de santé était loin d'être en santé;
- quand les transports en commun étaient les laissés pour compte des politiques gouvernementales;
- quand les investissements dans l'enseignement postsecondaire et la formation accusaient du retard;
- quand le gouvernement provincial et les municipalités étaient à couteaux tirés;
- quand l'Ontario s'est retrouvé soudainement avec un déficit de 5,5 milliards de dollars.

Pour résumer, notre mandat il y a trois ans était de bâtir un meilleur Ontario.

Aujourd'hui, notre système scolaire compte un nombre accru d'enseignantes et d'enseignants, le nombre d'élèves par classe a diminué, les résultats des élèves à divers tests sont en progression et les installations scolaires ont fait peau neuve.

succès à
long terme

bâtir un
meilleur Ontario

Aujourd'hui, l'amélioration des soins de santé primaires, des soins communautaires et des soins de longue durée se traduit par l'amélioration de la santé des Ontariennes et des Ontariens.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants profitent de notre investissement historique de 6,2 milliards de dollars dans l'enseignement postsecondaire.

Les travailleurs de la construction ont entrepris des projets d'infrastructure publique totalisant plus de 30 milliards de dollars grâce au plan ReNouveau Ontario.

Nous investissons 1,2 milliard de dollars dans de nouveaux services de transport en commun, de nouvelles routes et de nouveaux ponts dans les municipalités.

Nous avons mis au point un plan énergétique global qui garantit l'approvisionnement en électricité et qui encourage la conservation.

Aujourd'hui, la transparence et la prudence, deux piliers fondamentaux d'une démocratie florissante, constituent la clé de voûte du système de gestion des finances de la province.

Les Ontariennes et Ontariens sont à même de constater et d'apprécier les progrès que nous avons accomplis jusqu'ici.

Notre plan porte ses fruits, mais il reste encore beaucoup à faire.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET DÉFIS

Monsieur le Président, une économie saine comporte plusieurs cycles conjoncturels.

Aujourd'hui, l'Ontario connaît une période de croissance économique plus modérée.

Il y a à peine quelques mois, la plupart des économistes s'attendaient à ce que l'économie de l'Ontario croisse à un rythme supérieur aux prévisions énoncées dans notre budget.

Depuis, plusieurs facteurs conjoncturels externes ont modifié ces attentes.

L'économie aux États-Unis, le partenaire commercial le plus important de l'Ontario, tourne à un régime moins soutenu.

Et un fléchissement de l'économie américaine a des conséquences immédiates ici.

En mai de cette année, le dollar canadien a atteint un pic inégalé en 28 ans.

L'appréciation de notre monnaie compromet la capacité des exportateurs ontariens de faire face à la concurrence étrangère.

plan énergétique
global

croissance modérée

ralentissement
de l'économie
américaine

Les prix du pétrole ont dépassé 78 dollars américains le baril en juillet 2006, un record.

Ces facteurs portent préjudice aux entreprises des quatre coins de l'Ontario.

Ils portent aussi préjudice aux habitants de la province.

Ces facteurs et d'autres éléments ont amené les prévisionnistes du secteur privé à réduire leurs attentes en matière de croissance immédiate pour le Canada et l'Ontario.

À vrai dire, l'économie poursuit son essor et crée toujours des emplois. Et elle continuera de le faire.

Toutefois, la plupart des experts s'attendent à un ralentissement de la croissance à court terme.

Les prévisionnistes du secteur privé croient, en moyenne, que le produit intérieur brut réel (PIB) de l'Ontario affichera une croissance de 1,7 pour 100 en 2006, de 2,1 pour 100 en 2007 et de 3,1 pour 100 en 2008.

Et la Banque du Canada a annoncé dernièrement que les taux d'intérêt allaient rester inchangés pour l'instant.

Certains économistes prédisent une baisse des taux d'intérêt au cours des prochains mois.

Une telle diminution des taux serait certainement la bienvenue en Ontario.

Monsieur le Président, nous avons l'habitude de tenir compte des risques qui planent à l'horizon et de modifier nos plans financiers en conséquence.

Le ministère des Finances prédit donc, maintenant, une croissance du PIB réel de 1,6 pour 100 en 2006.

Il s'agit là d'une diminution par rapport au taux projeté de 2,3 pour 100 énoncé dans le budget de 2006.

Cependant, nous nous attendons à un taux de croissance de 3,0 pour 100 d'ici 2008, un taux très légèrement supérieur au taux de 2,9 pour 100 prévu plus tôt cette année.

Autrement dit, la période actuelle de croissance modérée représente un pont vers un nouveau cycle d'expansion au sein d'une économie fondamentalement forte.

Monsieur le Président, n'oublions pas non plus que les prévisions économiques ne sont pas uniquement des lignes sur un graphique et des pourcentages sur une page.

Un ralentissement économique a des conséquences réelles sur des gens réels et les collectivités où ils vivent.

diminution
des taux d'intérêt
bien accueillie

investissements
stratégiques
permanents :

Notre responsabilité consiste à prendre des mesures qui atténueront ces conséquences.

Nous maintiendrons nos investissements stratégiques permanents et à long terme dans les gens et l'économie.

Nous allons aussi centrer nos interventions sur quatre grands domaines prioritaires :

- les services et les programmes pour aider les travailleuses et travailleurs licenciés ou dont les emplois sont menacés;
- la réalisation accélérée d'un certain nombre de projets d'infrastructure pour générer une activité économique immédiate et appuyer la création d'emplois;
- la promotion du commerce interprovincial, y compris, d'une part, le jumelage des besoins industriels de l'Alberta et de la capacité industrielle de l'Ontario et, d'autre part, l'évaluation du bien-fondé de l'adhésion à l'accord commercial qu'ont conclu l'Alberta et la Colombie-Britannique;
- le lancement d'une nouvelle campagne pour encourager la population ontarienne à prendre ses vacances en Ontario.

Cette année, nous avons aussi accéléré l'élimination de l'impôt sur le capital, accepté un mode d'administration unique de l'impôt sur les sociétés et instauré un nouveau crédit d'impôt pour dividendes bonifié. Ces mesures favoriseront la création d'emplois et les investissements en Ontario.

MISE À JOUR FINANCIÈRE

grands progrès
en vue d'éliminer
le déficit :

Monsieur le Président, la période actuelle de croissance économique plus modérée aura des incidences inévitables sur notre plan financier.

Il est certain que nous avons fait de grands progrès pour ce qui est d'éliminer le déficit structurel de 5,5 milliards de dollars dont nous avons hérité.

Les Comptes publics de 2005-2006 ont révélé un léger excédent de quelque 300 millions de dollars l'an dernier.

En 2006-2007, nous continuons de prédire un déficit de 1,9 milliard de dollars.

Si la réserve n'est pas nécessaire, le déficit sera ramené à environ 900 millions de dollars.

Cependant, pour l'instant, nous allons modifier les prévisions à moyen terme que nous avons énoncées dans le budget de mars dernier.

Si les tendances économiques actuelles se maintiennent, notre déficit en 2007-2008 devrait s'établir à 2,2 milliards de dollars, une hausse par rapport aux prévisions de 1,5 milliard de dollars. Si la réserve n'est pas utilisée, le déficit ne s'élèverait qu'à environ 700 millions de dollars.

Par contre, nous prévoyons un déficit de 1,0 milliard de dollars d'ici 2008-2009, ou un excédent d'environ 500 millions de dollars si la réserve n'est pas utilisée.

La réserve protège notre plan financier contre toute modification imprévisible et néfaste de la conjoncture économique.

Monsieur le Président, soyons bien clairs. Nous sommes déterminés à réaliser notre objectif inébranlable d'avoir des budgets équilibrés durables.

La population ontarienne n'en attend pas moins de nous.

Cependant, le ralentissement du rythme de croissance économique entraîne, d'une part, une diminution des revenus et, d'autre part, des pressions accrues sur les dépenses à court terme.

La réalisation de nos objectifs exigera une prudence et une discipline encore plus grandes pour ce qui est de la gestion des dépenses et des attentes.

PARTENARIAT AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Monsieur le Président, la possibilité que le gouvernement fédéral ne respecte pas ses obligations envers la population ontarienne et envers notre gouvernement représente un risque énorme.

Dans un article récent, Don Drummond, économiste en chef de la Banque TD, signalait que les fonds nets que le gouvernement fédéral perçoit en Ontario représentent une ponction gigantesque et nuisent à la capacité de l'économie ontarienne de faire face à la concurrence¹.

Le premier ministre McGuinty défendait les intérêts de la population de l'Ontario quand il a négocié l'Entente Canada-Ontario, dotée de 6,9 milliards de dollars.

Cette entente visait à régler l'écart injuste entre les fonds que la population ontarienne envoie à Ottawa et les biens et services qu'elle reçoit en retour.

Le premier ministre Harper a avalisé cette entente. Cependant, son gouvernement ne l'a pas respectée.

Nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral tienne parole.

Prenons des exemples précis. Nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral :

- assure le financement intégral de l'Entente Canada-Ontario;
- collabore, à titre de partenaire, à de grands projets d'infrastructure en Ontario, comme les transports en commun et le réseau nord-américain de postes frontaliers;

¹ Drummond, Don (septembre 2006), « What a Tangled Web We Leave », *Policy Options*, vol. 27, n° 7, p. 78-83.

**budgets équilibrés
durables**

**Entente Canada-
Ontario**

solutions aux inégalités

- cherche des solutions au problème de la répartition injuste du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- mette en oeuvre l'Entente de partenariat sur le marché du travail pour fournir des services de formation et d'aide à l'emploi;
- adopte des règles d'assurance-emploi qui traitent les Ontariennes et Ontariens sur le même pied que les travailleuses et travailleurs d'autres régions du pays. Les chômeuses et chômeurs ontariens reçoivent en moyenne 3 600 \$ de moins en prestations ordinaires d'assurance-emploi que les personnes sans emploi d'autres provinces.

Nous invitons la population ontarienne à se joindre à nous et à exhorter elle aussi le gouvernement fédéral à respecter les engagements qu'il a pris auprès de notre gouvernement et à assumer ses responsabilités envers les Ontariennes et Ontariens.

Nous ne voulons rien de moins.

CONCLUSION

Monsieur le Président, l'économie ontarienne se porte bien.

Elle a créé plus de 250 000 nouveaux emplois ces trois dernières années.

Nos investissements dans les soins de santé, l'enseignement postsecondaire et l'infrastructure ont fait une différence réelle dans la vie des habitants de la province.

Cependant, la croissance de notre économie est moins forte à l'heure actuelle.

C'est pourquoi nous avons pris des mesures et nous allons poursuivre notre démarche financière prudente axée sur la discipline.

C'est aussi pourquoi nous allons continuer d'insister pour que le gouvernement fédéral traite la population ontarienne avec équité.

Étant donné que nous nous apprêtons à dresser le budget du prochain exercice et à définir notre stratégie pour les prochaines années, je veux entendre les commentaires des citoyennes et des citoyens de la province, de toutes les couches sociales et de tous les coins de l'Ontario.

Je veux entendre vos commentaires parce que nous avons encore beaucoup à faire et que nous pouvons le faire de façon plus efficace si nous travaillons ensemble.

Ensemble, nous pouvons harnacher le plein potentiel de la province et des 12,5 millions de personnes qui vivent en Ontario.

Merci, Monsieur le Président.

nos investissements ont fait une différence

- employment insurance rules that treat Ontarians as fairly as workers in other parts of Canada; on average, unemployed Ontarians receive \$3,600 less in Employment Insurance regular benefits than unemployed people in the rest of Canada.

We invite the people of Ontario to join us as we continue to press the federal government to honour its commitments to our government and fulfil its responsibilities to Ontarians.

Anything less is just not good enough.

CONCLUSION

Mr. Speaker, the Ontario economy has performed well.

It has created more than 250,000 new jobs in the last three years.

Our investments in health care, in postsecondary education and in infrastructure have made a real difference to Ontarians.

But we are facing an economy that is growing at a slower rate.

That's why we've taken action and why we will continue our prudent and disciplined fiscal approach.

That's why we will continue to insist that the federal government treat Ontarians fairly.

As we prepare our plan for next year's Budget and as we shape our strategy for the years to come, I want to hear from Ontarians from every walk of life and from every part of the province.

I want to hear from you because we have more to do and we can do it more effectively if we do it together.

Together we can unlock the full potential of this province — and of the 12.5 million people for whom this province is home.

Thank you, Mr. Speaker.

our investments
made a difference

Ontarians expect no less.

But slower economic growth means reduced revenues and greater spending pressures in the near term.

Achieving our goals will require even more prudence and greater discipline to manage expenditures and expectations.

FEDERAL PARTNERSHIP

Mr. Speaker, one of the greatest risks comes from the possibility that the federal government will not live up to its obligations to the people of Ontario and to our government.

According to a recent article by TD Bank Chief Economist Don Drummond, "The net federal take from Ontario represents a huge fiscal drag, and that makes it difficult for the Ontario economy to compete"¹

Premier McGuinty fought this battle on behalf of Ontarians when he negotiated the \$6.9 billion Canada–Ontario Agreement.

The Agreement was intended to help address the unfair gap between what Ontarians send to Ottawa and what they receive back.

Prime Minister Harper endorsed the Agreement, but so far, his government has not honoured it.

We expect the federal government to keep its word.

Let me be specific. We look forward to:

- full funding of the Canada–Ontario Agreement
- partnership in major Ontario infrastructure projects including public transit and the North America Gateway
- addressing the inequities in the distribution of the Canada Health Transfer (CHT) and Canada Social Transfer (CST)
- implementation of the Labour Market Partnership Agreement to provide training and employment assistance

addressing
inequities

Canada–Ontario
Agreement

¹ Don Drummond, "What a Tangled Web We Weave," *Policy Options* 27 (September 2006), No. 7: 78–83.

sustainable
balanced budgets

real progress
on deficit

FISCAL UPDATE

And in addition, we will focus on four key areas:

- services and programs to help job-threatened or laid-off workers
 - fast-tracking a number of infrastructure projects to generate immediate economic activity and job creation
 - encouraging interprovincial trade — including matching the industrial needs in Alberta with the industrial capacity in Ontario and exploring the merits of joining the Alberta–British Columbia trade agreement
 - a new campaign to encourage Ontarians to vacation in Ontario.
- This year, we have also accelerated a capital tax rate cut, agreed to a single corporate tax administration and proposed a new enhanced dividend tax credit — all to help create jobs and investment in Ontario.

Mr. Speaker, the current period of more moderate economic growth will have an impact on our fiscal plan.

To be sure, we have made real progress on eliminating the \$5.5 billion structural deficit we inherited.

The Public Accounts for 2005–06 showed a modest surplus of about \$300 million last year.

In 2006–07, we continue to project a deficit of \$1.9 billion. If the reserve is not required, the deficit would be about \$900 million.

However, for the time being, we are adjusting our medium-term forecasts set out in the March Budget.

If current economic trends stay the same, our 2007–08 deficit is projected to be \$2.2 billion — up from \$1.5 billion. If the reserve is not required, the deficit would be about \$700 million.

But by 2008–09, we expect a \$1.0 billion deficit — or about a \$500 million surplus if the reserve is not required.

The reserve protects the fiscal plan against unforeseen and adverse changes in the economy.

Let me be very clear, Mr. Speaker: we are determined to reach the firmer fiscal ground of sustainable balanced budgets.

welcome lower
interest rates

These and other factors have led private-sector forecasters to reduce their expectations of growth for Canada and Ontario in the near term. To be clear, the economy is growing and creating jobs, and it will continue to do so.

But most experts predict slower growth in the short term. On average, private-sector forecasters expect Ontario's real gross domestic product (GDP) growth to be 1.7 per cent in 2006, 2.1 per cent in 2007 and 3.1 per cent in 2008.

At the same time, the Bank of Canada has recently said that interest rates will remain unchanged for now.

And some economists predict lower interest rates over the next few months.

That would certainly be welcome in Ontario.

Mr. Speaker, our practice is to take into account the risks on the horizon and adjust our fiscal plans accordingly.

So, the Ministry of Finance now projects real GDP growth of 1.6 per cent in 2006.

That is down from 2.3 per cent projected in the 2006 Budget.

But by 2008, we expect a return to growth of 3.0 per cent — just up from the 2.9 per cent projected earlier this year.

In other words, this period of modest growth represents a bridge to a new cycle of expansion within an economy that is fundamentally strong.

Mr. Speaker, let's remember that economic forecasts are more than lines on a graph and percentages on a page.

Slower growth in the economy has a real impact on real people and the communities they live in.

Our responsibility is to take steps that will mitigate that impact.

ongoing strategic
investments

Our ongoing strategic and long-term investments in people and the economy will continue.

Today, hundreds of thousands of students are benefiting from our historic \$6.2 billion investment in postsecondary education.

Construction workers are building more than \$30 billion worth of public infrastructure projects through ReNew Ontario.

We are investing \$1.2 billion in new public transit, municipal roads and bridges.

We have a comprehensive energy plan that secures electricity supply and encourages conservation.

And today the finances of the Province are managed with the transparency and prudence required by a thriving democracy.

Ontarians know and appreciate the progress we've made.

The plan is working but there is much more to be done.

ECONOMIC OUTLOOK AND CHALLENGES

Mr. Speaker, there are business cycles in every healthy economy.

Today, Ontario is in the midst of a period of somewhat more modest economic growth.

Just months ago, most economists expected Ontario to grow at a higher rate than what we predicted in our Budget.

Since then, several external factors have changed those expectations.

We've seen a slowing in the growth of the U.S. economy — Ontario's largest trading partner.

A slowdown there has an immediate effect here.

The Canadian dollar hit a 28-year high in May of this year.

A high dollar challenges the ability of Ontario exporters to compete.

Oil prices reached a record high of more than \$78 US per barrel in July of this year.

That is tough on businesses across Ontario.

It is tough on Ontarians.

comprehensive
energy plan

modest growth

U.S. economy
slowing

INTRODUCTION

Mr. Speaker, I rise today to present the 2006 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review and the Second Quarter Financial Results.

Those results indicate that we are on track to meet the fiscal plan for 2006–07.

At the same time, by next year the Province's treasury will begin to feel the impact of an economy that is growing more modestly than expected even a few months ago.

Since we came to office, Ontario has benefited from sustained economic growth.

That growth is no accident.

Rather it is rooted in our plan designed to enhance Ontario's long-term success.

It's a plan to build a stronger Ontario on the strength of our people — by investing in the health of our people, the education of our people and the competitiveness of our people.

It's a plan to ensure that Ontario succeeds over the long term.

It has been a busy three years.

Cast your mind back to 2003:

- when our public education system was failing our students
- when our public health care system was anything but healthy
- when public transit was an orphan of public policy
- when investment in postsecondary education and training lagged
- when provincial and municipal governments were at loggerheads
- when Ontario woke up to the reality of a \$5.5 billion deficit.

In simple terms, our mandate three years ago was to build a better Ontario.

Today, our school system has more teachers, smaller class sizes, higher test scores and improved school buildings.

Today, better primary care, community care and long-term care are improving the health of Ontarians.

build a better
Ontario

long-term success

General inquiries regarding the 2006 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement should be directed to:

Ministry of Finance
95 Grosvenor Street, Queen's Park
Frost Building North, 3rd Floor
Toronto, Ontario M7A 1Z1

or call:

Ministry of Finance Information Centre
Toll-free English & French inquiries: 1-800-337-7222
Teletypewriter (TTY): 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our website at
www.fin.gov.on.ca

Printed copies are available from:
Publications Ontario
880 Bay Street
Toronto, Ontario M7A 1N8

Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.publications.gov.on.ca

© Queen's Printer for Ontario, 2006
ISSN 1499-5557 (Print)
ISSN 1499-5565 (PDF/HTML)

Ce document est disponible en français sous le titre :
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2006, Allocation



Ontario 2006

Economic Outlook and Fiscal Review



The Honourable Greg Sorbara
Minister of Finance

Statement
Check Against Delivery



Ontario 2006

Economic Outlook and Fiscal Review

The Honourable Greg Sorbara
Minister of Finance

Statement



Government
Publications

CANON
TR
-057



2005

*Perspectives économiques
et revue financière*

de l'Ontario

Allocution

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances



2005

*Perspectives économiques
et revue financière*

de l'Ontario

Allocution

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2005, Allocution*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances

Demandes en français : 1 800 668-5821

Demandes en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document auprès de :

Publications Ontario

880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone : 416 326-5300

Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2005
ISSN 1499-5557

This document is available in English under the title:
2005 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement

INTRODUCTION

Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui le document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2005.

Il a été dit, Monsieur le Président, que le leadership exige de l'optimisme et du réalisme à parts égales, c'est-à-dire que nous devons être suffisamment optimistes pour profiter des occasions qui s'offrent à nous, et suffisamment réalistes pour être prêts à relever les défis.

À mi-chemin de notre premier mandat, nous envisageons l'avenir de l'Ontario avec optimisme.

Optimisme quant à
l'avenir de l'Ontario

L'économie de l'Ontario affiche de bons résultats : de nombreux secteurs se portent bien, le nombre d'emplois est à la hausse et la croissance est plus forte que prévu.

Depuis notre arrivée au pouvoir, les entreprises de l'Ontario ont créé plus de 193 000 emplois nets.

Selon le consensus actuel des prévisionnistes du secteur privé, le taux de croissance réelle de l'Ontario en 2005 devrait être de 2,5 pour 100 au lieu du taux de 2,3 pour 100 indiqué dans le budget de 2005.

Nous prévoyons que la forte croissance que nous connaissons se poursuivra en 2006 et en 2007.

Croissance solide et
soutenue

Nous sommes aussi confiants d'avoir le bon plan pour assurer la prospérité future de l'Ontario.

Nous travaillons de concert avec les Ontariennes et Ontariens afin d'améliorer l'avantage économique de l'Ontario :

- en rehaussant le niveau d'éducation et les compétences de notre population;
- en améliorant sa santé;
- en favorisant l'innovation et en misant sur notre diversité;
- et en veillant à ce que les éléments fondamentaux soient en place, y compris l'approvisionnement en énergie et l'infrastructure.

Nous faisons ces investissements dans notre prospérité future tout en réduisant le déficit de la province.

Gestion financière
prudente

Nous avons instauré une gestion financière rigoureuse et prudente.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Comme l'a dit Winston Churchill, même si la stratégie est belle, il faut parfois se pencher sur les résultats.

Monsieur le Président, le premier ministre McGuinty et son gouvernement attachent la plus haute importance aux résultats. Or, l'Ontario obtient de bons résultats.

Les fondements de notre économie sont solides et les perspectives sont bonnes, même si des défis s'annoncent.

Forte croissance de l'emploi

Cette année, le taux de croissance de l'emploi a été élevé dans les secteurs de l'information, de la culture, du commerce de gros et de détail, de l'éducation, des finances, de l'assurance, de l'immobilier et de la construction.

On s'attend à un taux de chômage moyen de 6,7 pour 100, le taux annuel le plus bas depuis 2001.

Les ventes au détail ont augmenté, le marché du logement reste vigoureux et les dépenses de consommation réelles globales sont également à la hausse.

Le secteur de l'automobile de l'Ontario demeure dans le peloton de tête de la production en Amérique du Nord. De nouveaux investissements de 4,5 milliards de dollars, notamment pour la nouvelle usine de Toyota, ont permis le maintien de plus de 19 000 emplois et la création de 1 800 emplois dans cette industrie.

En outre, l'Ontario se classe actuellement au deuxième rang parmi les plus grands employeurs de l'Amérique du Nord dans les domaines de la technologie de l'information et des communications.

Bon rendement de l'économie

L'Ontario est la capitale du monde des affaires et des sièges sociaux au Canada. Notre secteur des services aux entreprises et celui des services financiers tournent à plein régime.

L'Ontario accueille certaines des meilleures oeuvres théâtrales et attractions culturelles au monde. Il est la plaque tournante du secteur des arts. Le niveau d'emploi dans les secteurs du cinéma et des médias est d'ailleurs en pleine expansion.

En ce qui a trait à nos ressources, le secteur minier est promis à un brillant avenir en raison de la forte demande à l'échelle mondiale qui contribue à la montée des prix des minéraux.

Le secteur forestier, quant à lui, doit surmonter des défis de taille. C'est pourquoi notre gouvernement s'est engagé à verser une somme sans précédent de 680 millions de dollars afin de soutenir la compétitivité de ce secteur à l'échelle mondiale.

L'industrie agroalimentaire a bénéficié d'une amélioration des prix du marché. Cependant, les agriculteurs ont toujours besoin du soutien qu'offrent les programmes axés sur le marketing, l'innovation et la stabilisation du revenu.

Monsieur le Président, dans son ensemble, l'économie ontarienne se porte bien.

Compte tenu de la croissance économique affichée cette année, nous avons modifié nos propres projections concernant le taux de croissance du PIB réel pour les faire passer de 2,0 à 2,2 pour 100.

Notre gouvernement ne ménage aucun effort pour s'assurer que l'Ontario est prêt à relever les défis de l'avenir. C'est la raison pour laquelle nous renforçons les fondements de la croissance économique.

Pour s'assurer que l'Ontario est prêt

Nous investissons dans l'éducation et les compétences de la population, qu'il s'agisse de nos initiatives destinées aux enfants en bas âge ou encore de notre investissement historique de 6,2 milliards de dollars dans les universités, les collèges et les programmes de formation.

Afin de gagner la course à l'innovation, nous procédons à des investissements stratégiques dans la recherche-développement par l'entremise du Fonds pour la recherche en Ontario, qui a été créé récemment.

L'Ontario doit être le premier à avoir de nouvelles idées, le premier à transformer ces idées en nouveaux produits et services et le premier à commercialiser ces produits et services sur la scène mondiale.

Nous nous appliquons à mettre à profit l'un de nos meilleurs atouts, notre diversité, en attirant la main-d'oeuvre la plus compétente et la plus brillante du monde et en l'intégrant entièrement dans notre société et notre économie.

Nous veillons à ce que les éléments fondamentaux soient en place.

Pour que les éléments fondamentaux soient en place

Nous disposerons bientôt de nouvelles capacités de production d'électricité grâce aux sources d'approvisionnement de 9 000 mégawatts qui sont actuellement à diverses étapes de développement et qui permettront de produire suffisamment d'électricité pour alimenter 4,1 millions de domiciles.

Nous sommes en voie de réaliser notre objectif de générer 5 pour 100 de notre énergie à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2007, nous prenons des mesures pour que les prix soient concurrentiels et nous avons bon espoir que les nouveaux compteurs intelligents aideront les consommateurs à économiser l'énergie.

Dans le budget de 2005, nous avons annoncé la mise en oeuvre de notre plan quinquennal d'investissement dans l'infrastructure, qui est doté de 30 milliards de dollars.

Plan d'infrastructure de 30 milliards de dollars

Depuis, nous avons annoncé de nouveaux projets d'améliorations routières dans tout l'Ontario et annoncé ou commencé la construction d'ensembles de logements abordables à Waterloo, Guelph, Hamilton, Brantford, Vaughan, Peterborough et Kingston.

Afin de contribuer à accélérer les déplacements des personnes et des biens, nous avons annoncé des améliorations aux passages frontaliers à Windsor, Sarnia et Niagara.

Jusqu'à maintenant, l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) s'est engagé à accorder un financement économique pouvant atteindre 2,1 milliards de dollars à plus de 170 municipalités de l'Ontario pour la réalisation de 1 100 projets locaux d'infrastructure.

Nous avons également entrepris des travaux d'agrandissement et de rénovation d'hôpitaux à Sudbury, London, Oakville, Barrie, Almonte, Ottawa, Belleville, Mississauga et Toronto, en plus d'annoncer la construction d'un nouvel hôpital à St. Catharines/Niagara.

Pour améliorer la santé
de la population

Nous améliorons la santé des Ontariennes et des Ontariens en réduisant les temps d'attente pour des interventions médicales clés et en favorisant un meilleur accès aux médecins, aux infirmières et aux infirmiers ainsi qu'aux autres professionnels de la santé.

MISE À JOUR DES FINANCES

En ce qui concerne notre plan financier, Monsieur le Président, je désire faire le point sur les progrès que nous avons accomplis.

Notre objectif d'éliminer le déficit dont nous avons hérité est en voie d'être atteint.

Une hausse des revenus par rapport aux prévisions nous permet de situer à 2,4 milliards de dollars le déficit pour 2005-2006.

Réduction de
427 millions de dollars
du déficit

Il s'agit d'une amélioration de 427 millions de dollars par rapport au déficit prévu dans notre budget de 2005.

S'il n'est pas nécessaire d'utiliser la réserve, le déficit devrait se chiffrer à 1,4 milliard de dollars.

Même si nous avons légèrement dépassé nos objectifs pour l'exercice en cours, nous ne modifions pas notre plan visant à éliminer le déficit, compte tenu des renseignements dont nous disposons sur les risques auxquels notre économie est exposée.

Comme l'indiquait le budget de 2005, le déficit sera éliminé d'ici 2008-2009 et il pourrait même l'être un exercice plus tôt, soit en 2007-2008, s'il n'est pas nécessaire de puiser dans la réserve cette année-là.

Un plan équilibré et
responsable

Notre plan équilibré et responsable visant à éliminer le déficit, tout en continuant à faire les investissements essentiels dans l'éducation, la santé et l'économie, donne les résultats escomptés pour la population ontarienne.

Mais nous devons continuer de gérer les finances de la province avec prudence.

Dans l'ensemble, nous avons atteint nos objectifs quant aux niveaux de nos dépenses et notre plan est rigoureux.

Il sera désormais encore plus important de gérer nos dépenses avec prudence, car cela nous aidera à bien nous préparer à relever les défis à venir.

RISQUES ET DÉFIS

Monsieur le Président, nous sommes confiants dans l'avenir économique de l'Ontario. Cependant, nous ne devons pas oublier que des nuages pointent à l'horizon. Il y a des risques qui échappent à notre contrôle.

Lorsqu'on pense à l'avenir, on ne doit pas perdre de vue que le dollar canadien a atteint, en septembre dernier, une valeur record en 13 ans, que les prix du pétrole ont affiché une hausse spectaculaire et que les perspectives économiques des États-Unis sont fragiles.

Le dollar canadien est plus fort

Par conséquent, les prévisionnistes du secteur privé ont revu à la baisse leurs estimations de croissance du PIB de l'Ontario en 2006, pour les faire passer d'une moyenne de 2,9 à 2,6 pour 100. Nous avons revu nos propres projections à la baisse et les avons ramenées de 2,8 à 2,6 pour 100. Ces prévisions demeurent positives pour l'Ontario, et notre économie continuera de croître à un rythme soutenu.

L'économie américaine continue d'afficher un solide taux de croissance, qui correspond sensiblement aux projections établies dans le budget de 2005. Les dévastations causées par les ouragans Katrina, Rita et Wilma ont perturbé l'économie des États-Unis. Toutefois, les efforts de reconstruction stimuleront probablement l'activité économique à la fin de 2005 et au début de 2006. Même si l'économie américaine est aussi soumise à certains risques, les prévisionnistes sont généralement optimistes, estimant que la croissance se poursuivra à un bon rythme.

Le prix du pétrole a représenté le changement le plus important cette année. Au moment de déposer notre budget de 2005, les prévisionnistes estimaient que les prix du pétrole brut s'établiraient en moyenne à 49,10 \$US le baril en 2005. Depuis, les prix et les prévisions ont augmenté considérablement.

Hausse des prix du pétrole

La moyenne des prévisions concernant le dollar canadien le place à plus de 84 cents américains en 2006, soit deux cents de plus que ce qui avait été prévu plus tôt cette année. Pour les Ontariennes et Ontariens qui se rendent aux États-Unis, cela est positif. Pour les entreprises de la province qui investissent dans le matériel pour améliorer la productivité, c'est aussi une bonne chose.

Par contre, la force du dollar canadien nuit à la compétitivité des exportateurs ontariens. Nous avons constaté que ceux-ci relèvent le défi en augmentant la productivité, en réduisant les coûts et en se tournant vers les produits à plus grande valeur ajoutée. Par conséquent, à court terme, les volumes d'exportation devraient connaître une augmentation minime.

Il y a une importante divergence d'opinions concernant la direction que prendra la valeur du dollar, mais il est peu probable qu'elle diminue considérablement à court terme et, globalement, il faudra que l'économie s'adapte.

Écart de 23 milliards
de dollars

L'économie est aussi aux prises avec le problème que constitue l'écart de 23 milliards de dollars entre ce que les Ontariennes et Ontariens paient au gouvernement fédéral et ce qu'ils reçoivent en retour.

Nous continuerons de chercher à établir un partenariat global et efficace avec le gouvernement fédéral pour trouver une solution à ce problème.

TRANSPARENCE

Monsieur le Président, cette année, conformément à la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, nous avons étoffé le rapport d'automne.

Nous avons étoffé
le rapport

Ainsi, nous présentons une estimation des dépenses fiscales ainsi que des renseignements sur la façon dont les Ontariennes et Ontariens peuvent nous faire part de leurs idées en prévision de notre prochain budget.

Monsieur le Président, la responsabilité et la transparence nous tiennent à coeur parce qu'elles contribuent à mieux informer la population et à renforcer la démocratie.

CONCLUSION

Monsieur le Président, nous sommes fiers des progrès que l'Ontario accomplit.

Nous sommes réalistes quant aux défis qui nous attendent.

Nous sommes fiers
de nos progrès

Mais nous sommes confiants que, grâce à notre plan, les Ontariennes et Ontariens peuvent réussir et qu'ils réussiront.

En nous concertant, nous allons tirer profit des possibilités presque illimitées du XXI^e siècle.

Nous allons donner à l'Ontario une qualité de vie incomparable.

Nous allons répondre aux aspirations de tous les Ontariens et Ontariennes, pour notre province, notre pays et surtout, Monsieur le Président, pour nos enfants et les enfants de nos enfants.

Merci, Monsieur le Président.

\$23 billion gap

Another challenge to the economy is the \$23 billion gap between what Ontarians contribute to the federal government and what they receive in return.

We will continue to seek a full and effective partnership with the federal government to address the issue of the gap.

TRANSPARENCY

Mr. Speaker, this year, in accordance with the *Fiscal Transparency and Accountability Act, 2004*, we have added some new features to this fall report.

These include an estimate of tax expenditures as well as information on how Ontarians can contribute their ideas as we prepare our next budget.

We are committed to accountability and transparency, Mr. Speaker, because they contribute to a stronger, more informed democracy.

new features to
report

CONCLUSION

Mr. Speaker, we are proud of the progress Ontario is making.

We are realistic about the challenges we will face.

proud of the
progress

And we are optimistic that, with our plan, Ontarians can and will succeed.

Working together, we can and we will seize the almost limitless opportunities of the 21st century.

We can and we will build a quality of life second to none.

We can and we will fulfil the aspirations that all Ontarians share — for our province and our country, and, most importantly, for our children and our children's children.

Thank you, Mr. Speaker.

Mr. Speaker, we are optimistic about economic growth, but it is important to remember that there are clouds on the horizon. There are risks beyond our control.

The Canadian dollar hit a 13-year high in September of this year; oil prices have increased dramatically; and the U.S. economic outlook faces challenges.

As a result, private-sector forecasters have decreased their estimates for Ontario's GDP growth in 2006 from an average of 2.9 per cent to 2.6 per cent. We have also reduced our projection from 2.8 per cent to 2.6 per cent. The forecast is still positive for Ontario; we still anticipate solid economic growth.

The U.S. economy has continued to grow at a strong pace, remaining close to our projections in the 2005 Budget. The devastation caused by Hurricanes Katrina, Rita and Wilma has disrupted the U.S. economy, although rebuilding efforts will likely stimulate activity in the final months of 2005 and early 2006. While the U.S. economy also faces risks, forecasters are, on balance, optimistic that growth will continue at a healthy pace.

The most significant change this year has been the price of oil. At the time of our 2005 Budget, forecasters projected crude prices would average \$49.10 US a barrel in 2005. Since then, prices and projections have risen sharply.

The average forecast for the Canadian dollar is over 84 cents US in 2006 — two cents higher than projected earlier this year. For Ontarians visiting the United States, this is positive. For Ontario companies making capital machinery investments to improve productivity, it is good news.

It does, however, make it harder for Ontario exporters to compete. We've seen that exporters are responding to the challenge by increasing productivity, lowering costs and shifting towards higher value-added products. As a result, in the short term, export volumes are expected to increase marginally.

There is considerable difference of opinion about the future path of the dollar, but it is unlikely that the dollar will decline significantly in value in the short term, and overall the economy will have to adjust.

Canadian dollar
high

increased price
of oil

Turning now to our fiscal plan, Mr. Speaker, I would like to update you on our progress.

We are on track to eliminate the deficit we inherited.

Higher than anticipated revenues allow us to project the 2005-06 deficit to be \$2.4 billion.

That's a \$427 million improvement from our 2005 Budget projection.

If the reserve is not required, the deficit is projected to be \$1.4 billion.

Although we are slightly ahead of the plan this year, in light of what we know about the risks that our economy faces, we are not revising our deficit-elimination target.

As was stated in the 2005 Budget, the deficit will be eliminated no later than 2008-09, or a year earlier, in 2007-08, if the reserve is not required.

Our balanced, responsible approach to eliminating the deficit, while continuing to make essential investments in education, health and the economy, is working for Ontarians.

We must continue, however, to manage the Province's finances prudently. Overall, our expenditures are on target and our plan is disciplined.

Our prudent approach to expenditures will be even more important now to help ensure that we are equally prepared for the challenges ahead.

FISCAL UPDATE

To date, the Ontario Strategic Infrastructure Financing Authority (OSIFA) has committed to provide up to \$2.1 billion in low-cost financing to more than 170 Ontario municipalities for 1,100 local infrastructure projects.

We've also begun hospital expansions or renovations in Sudbury, London, Oakville, Barrie, Almonte, Belleville, Mississauga and Toronto, as well as announcing a new hospital in St. Catharines/Niagara.

At the same time, we are improving the health of our people by reducing wait times for key medical procedures and expanding access to doctors, nurses and other health care professionals.

balanced,
responsible
approach

deficit
\$427 million lower

improving people's
health

In light of the growth in the economy this year, we have increased our own projection for real GDP growth from 2.0 per cent to 2.2 per cent.

ensure Ontario is prepared

This government is working hard to ensure that Ontario is prepared to weather any challenges that may lie ahead by bolstering the foundations of economic growth.

We are investing in the education and skills of our people, from the early years to our historic \$6.2 billion investment in universities, colleges and training programs.

To win the innovation race, we are making strategic investments in research and development through the newly created Ontario Research Fund.

Ontario should be the first to discover new ideas, the first to turn them into new products and services, and the first to market these products and services to the world.

We are working to leverage one of our greatest strengths — our diversity — by attracting the best and brightest from around the world and fully integrating them into our society and economy.

get the

We are working to get the fundamentals right.

New electricity generation capacity is on the way: currently there are more than 9,000 megawatts at various stages of development — enough power for 4.1 million homes.

We're on target to meet our goal of five per cent renewable generation by 2007; we're taking action to ensure prices are competitive; and new smart meters will eventually help everyone conserve energy.

\$30 billion

In the 2005 Budget, we announced our five-year, \$30 billion infrastructure investment plan.

infrastructure plan

Since then, we have announced new road upgrades to highways across Ontario and we've announced or broken ground at affordable housing projects in Waterloo, Guelph, Hamilton, Brantford, Vaughan, Peterborough and Kingston.

To help speed up the movement of people and goods, we've announced improvements to border crossings at Windsor, Sarnia and Niagara.

Winston Churchill once said, "However beautiful the strategy, you should occasionally look at the results."

Mr. Speaker, Premier McGuinty and his government are all about results — and the results in Ontario are good.

Our economic foundations are firm and the outlook is positive, though challenges lie ahead.

This year, there has been strong job growth in information and culture, wholesale and retail trade, education, finance, insurance, real estate and construction.

Unemployment is expected to average 6.7 per cent — the lowest annual rate since 2001.

Retail spending is up; the housing market remains robust; and overall real consumer spending is also on the rise.

Ontario's auto sector continues to be a top producer in North America. \$4.5 billion in new investments — including a new Toyota plant — have secured over 19,000 jobs and are creating 1,800 new jobs.

Ontario is also North America's second-largest employer of information and communications technology workers.

It is the business and head-office capital of Canada. The province's financial and business services sectors are performing well.

With some of the world's best theatre and cultural attractions, this is the national hub for the arts. Employment in film and media is on the rise.

Turning to our resources, the mining sector has a promising future, with strong global demand generating high mineral prices.

On the other hand, forestry faces enormous challenges. In response, our government has committed an unprecedented \$680 million in support to help the sector compete globally.

The agri-food industry has seen improved market prices, though farmers have needed support through marketing, innovation and income safety nets.

Mr. Speaker, overall the Ontario economy is doing well.

strong job
growth

economy
doing well

Mr. Speaker, I rise to present the 2005 Economic Outlook and Fiscal Review.

It has been said, Mr. Speaker, that leadership requires equal parts optimism and realism — that we need to be optimistic enough to seize the opportunities before us, and realistic enough to face the challenges.

At the midway point of our first mandate, we are confident about Ontario's future.

Ontario's economy is performing solidly: a number of sectors are doing well, employment is up and growth is better than expected.

Since we have taken office, Ontario businesses have created more than 193,000 net new jobs.

The current consensus of private-sector forecasts for Ontario's real growth in 2005 has increased from 2.3 per cent at the time of the 2005 Budget to 2.5 per cent.

We anticipate continued solid growth in 2006 and 2007.

continued solid growth

We are confident, as well, that our plan is the right plan to secure Ontario's future prosperity.

We are working with the people of this province to enhance Ontario's economic advantage by:

- strengthening the education and skills of our people;
- improving their health;
- fostering innovation and leveraging diversity;

- and ensuring we get the fundamentals — including energy and infrastructure — right.

We are making these investments in our future prosperity at the same time as we are reducing the province's deficit.

prudent financial management

We are providing strong and prudent financial management.

General inquiries regarding the 2005 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement should be directed to:

Ministry of Finance
95 Grosvenor Street, Queen's Park
Frost Building North, 3rd Floor
Toronto, Ontario M7A 1Z1

or call:

Ministry of Finance Information Centre
Toll-free English inquiries 1-800-337-7222
Toll-free French inquiries 1-800-668-5821
Teletypewriter (TTY) 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our Web site at www.fin.gov.on.ca

Printed copies are available from:

Publications Ontario
880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8

Telephone: (416) 326-5300

Toll-free: 1-800-668-9938

TTY Toll-free:

1-800-268-7095

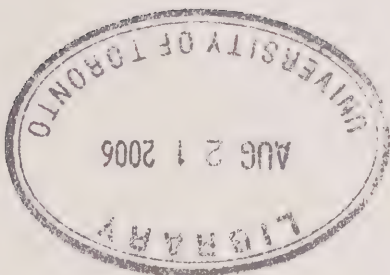
Web site: www.publications.gov.on.ca

© Queen's Printer for Ontario, 2005

ISSN 1499-5557

Ce document est disponible en français sous le titre :

Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2005, Allocation



Ontario

*Economic Outlook and
Fiscal Review
Statement*

The Honourable Dwight Duncan
Minister of Finance

2005



Ontario Economic Outlook and Fiscal Review Statement

The Honourable Dwight Duncan
Minister of Finance

2005



Government
Publications

C420N
TR
-057



Document communiqué en vertu de l'Accès à l'information

2004

*Perspectives économiques
et revue financière*

de l'Ontario

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances



2004

***Perspectives économiques
et revue financière***

de l'Ontario

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances

Demandes en français : 1 800 668-5821

Demandes en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :

www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :

Publications Ontario

880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone : 416 326-5300

Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2004

ISSN 1499-5557

ISBN 0-7794-7092-3

This document is available in English under the title:

2004 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review



Introduction

Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui le document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004 et nos résultats financiers pour le deuxième trimestre. Nous sommes au pouvoir depuis un peu plus d'un an. Les problèmes financiers dont nous avons hérité sont bien connus. En mai, nous avons déposé notre premier budget. Il comprenait un plan exhaustif de quatre ans visant à :

- favoriser la croissance économique;
- rétablir la situation financière de la province;
- investir dans le domaine de l'éducation;
- améliorer les soins de santé.

Six mois plus tard, Monsieur le Président, nous sommes toujours sur la bonne voie. Aujourd'hui, l'économie ontarienne, en pleine expansion, est génératrice d'emplois.

Mais la province peut faire mieux. Et elle doit faire mieux. Cela veut dire que nous devons réaffirmer notre volonté de remettre nos finances en ordre. Cela veut dire que nous devons faire des investissements judicieux. Cela veut dire que nous devons relever des défis et faire des choix difficiles. Cela veut dire que nous devons faire face à divers risques. Et cela veut dire que nous devons continuer de concentrer nos efforts et de faire preuve de discipline. C'est, avant tout, ce que la population ontarienne attend de son gouvernement.

Perspectives économiques

Monsieur le Président, le rendement de l'économie ontarienne est conforme à ce qui avait été prévu dans le budget de mai. Voilà pourquoi nos prévisions de mai selon lesquelles le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'établira à 2,3 pour 100 en 2004 restent valides. Ces prévisions prudentes sont légèrement inférieures à celles qui ont été établies par consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé.

Pour ce qui est de l'avenir, nous prévoyons que le taux de croissance du PIB de l'Ontario sera en moyenne de 3,2 pour 100 par année entre 2005 et 2007. Par ailleurs, le consensus à l'égard du taux de croissance du PIB du Canada en 2004, fixé à 2,6 pour 100 en mai, s'établit maintenant à 3,0 pour 100. Si l'on exclut l'Ontario, on constate que le PIB pour le reste du Canada devrait atteindre 3,3 pour 100 en 2004.

Autrement dit, l'économie de l'Ontario est en croissance, mais, dans d'autres provinces, l'économie croît plus rapidement. Cette situation s'explique par un certain nombre de facteurs, dont la hausse des prix du pétrole et l'appréciation du dollar canadien. En octobre, le dollar canadien a atteint un sommet inégalé depuis 12 ans et dépassé le cap des 82 cents américains. Ces nouvelles sont excellentes pour les consommateurs qui achètent des biens importés ou qui prennent des vacances au soleil l'hiver.

Mais la réalité est tout autre pour les exportateurs. Fort heureusement, les exportateurs de l'Ontario s'adaptent. Ils réduisent les effets négatifs de la hausse de la valeur du dollar canadien en accroissant la productivité. Et ils tirent profit de la valeur accrue du dollar en important du matériel et de l'outillage à meilleur prix. Ils sont ainsi plus compétitifs à l'échelle internationale. Nous prévoyons donc que les exportations réelles de l'Ontario augmenteront de plus de 5 pour 100 cette année. Ce sont de bonnes nouvelles.

Il y a également de bonnes nouvelles pour ce qui est de l'inflation en Ontario. Le taux d'inflation devrait en effet rester sous la barre des 2 pour 100 cette année. Depuis le dépôt de notre budget, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté de 50 points de base. Mais nous sommes confiants que la Banque du Canada tiendra compte des incidences éventuelles de la vigueur du dollar canadien lorsqu'elle prendra des décisions relativement aux taux d'intérêt.

Monsieur le Président, la croissance de l'emploi est la principale caractéristique d'une économie vigoureuse. Il est donc encourageant de constater que quelque 127 000 emplois à temps plein ont été créés dans la province jusqu'à présent cette année. Le taux de chômage de la province a connu une autre baisse en septembre. Il se situe maintenant à 6,5 pour 100. Et les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance de l'emploi reste élevée jusqu'à la fin de notre plan de quatre ans. Ils prévoient en effet que le taux de chômage en Ontario s'établira en moyenne à 6,2 pour 100 par année d'ici 2007. L'augmentation de l'emploi s'est aussi traduite par une activité accrue sur les marchés des logements neufs et de la revente. En effet, plus de 275 000 logements devraient être vendus cette année.

Monsieur le Président, dans un de ses derniers rapports économiques, le Groupe Financier Banque TD qualifiait l'Ontario de « terre d'avenir ». Cela est très à propos. L'Ontario est maintenant en bonne posture. Nous avons franchi une étape. Mais le rapport du Groupe Financier Banque TD précisait que l'Ontario pourrait aller mieux, beaucoup mieux. Et nous sommes d'accord avec les conclusions de ce rapport. Nous avons déjà commencé à faire d'importants progrès.

En fait, le récent Rapport d'étape du premier ministre mettait en lumière les types d'investissements qui nous aideront à faire mieux. Ces investissements sont équilibrés et mesurés.

Ils témoignent qu'une main-d'oeuvre instruite et hautement qualifiée est indispensable à une économie vigoureuse. Voilà pourquoi nous attendons avec impatience le rapport de l'ancien premier ministre Bob Rae sur l'éducation postsecondaire pour nous aider à jeter les bases solides d'un système d'éducation

supérieure viable, accessible et de qualité. Par ailleurs, nous développons et renforçons notre programme d'apprentissage en proposant un nouveau crédit d'impôt aux employeurs pour les inciter à engager des jeunes et à les former dans des métiers spécialisés.

Les investissements étrangers représentent une composante cruciale de notre plan. Pensons par exemple à la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile, dont s'est servi le premier ministre la semaine passée pour favoriser un investissement de un milliard de dollars par Ford du Canada Limitée à Oakville. Cela favorisera la création d'emplois hautement spécialisés et bien rémunérés en Ontario.

Comme vous le savez, Monsieur le Président, notre but est de former la main-d'oeuvre la plus productive en Amérique du Nord. Et nous nous y prenons de plusieurs façons. Le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral annonceront sous peu des accords sur les services au marché du travail et sur l'immigration. Ces accords rationaliseront notre système de formation et d'emploi. Ils ouvriront la voie aux travailleurs immigrants qualifiés afin qu'ils puissent occuper les emplois pour lesquels ils sont formés.

Notre plan reconnaît aussi l'importance du renouvellement de l'infrastructure. Nous procédons au remaniement du secteur de l'électricité de la province. Notre économie doit avoir accès à un approvisionnement en électricité stable et fiable. Nous renouvelons l'infrastructure dans les villes de la province en engageant des dépenses directes et en accordant plus de 2 milliards de dollars en prêts à faible coût à 170 municipalités par l'intermédiaire de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique. Nous affecterons aux réseaux municipaux de transport en commun deux cents le litre des revenus tirés de la taxe perçue sur l'essence. Nous avons commencé à verser un cent le litre le mois dernier.

En collaboration avec le gouvernement fédéral, nous sommes en train de constituer le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario. Ce fonds appuiera un vaste éventail de projets, dont le réaménagement des routes, des ponts et des systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées en milieu rural.

Nous faisons des investissements dans le secteur agricole de l'Ontario, en apportant notamment une aide financière aux éleveurs de bétail de la province, qui sont aux prises avec les conséquences de la maladie de la vache folle. Notre Plan pour la prospérité du Nord comprend des initiatives comme le projet pilote des Obligations de développement du Nord de l'Ontario et le Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario. Nous investissons dans le réseau routier de la province et collaborons avec le gouvernement fédéral pour améliorer les mouvements transfrontaliers et faciliter les échanges commerciaux.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant parler brièvement des affaires intergouvernementales et de la contribution de l'Ontario au maintien du dynamisme du pays. Chaque année, les résidents et les entreprises de l'Ontario versent au gouvernement fédéral 23 milliards de dollars de plus que la province

n'en reçoit en programmes et paiements de transfert de toutes sortes. Cependant, puisque le gouvernement fédéral a affiché sept excédents consécutifs, il semble être en mesure de faire plus dans des domaines qui appuient la croissance économique en Ontario.

L'accord national sur la santé, qui a été conclu récemment et pour lequel notre premier ministre a joué un rôle prépondérant, représente une étape importante pour les deux paliers de gouvernement. Mais il faut faire plus. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement fédéral d'établir un partenariat crucial avec nous et de veiller ainsi à ce que l'Ontario reste le moteur de la croissance économique au Canada.

Mise à jour sur les finances

Comme je l'ai dit, Monsieur le Président, nous sommes déterminés à maintenir le cap sur notre plan de quatre ans, qui vise à éliminer le déficit. Cela comprend l'élimination du déficit structurel dont nous avons hérité des Conservateurs. Entre 2000-2001 et 2003-2004, ces derniers ont laissé les dépenses augmenter de 21 pour 100, alors que les revenus fiscaux ont baissé de 0,7 pour 100. Un tel écart chronique entre les revenus et les dépenses n'est tout simplement pas soutenable. Les chiffres démontrent maintenant que nous sommes dans la bonne direction. Toutefois, notre tâche n'est pas terminée.

L'accord des premiers ministres sur la santé, qui a été conclu récemment, ajoutera de nouveaux revenus qui ne faisaient pas partie des prévisions financières établies dans le budget de mai. L'argent ainsi injecté servira à améliorer les services de santé en Ontario.

On tient compte de ces revenus supplémentaires dans les résultats financiers du deuxième trimestre. Selon les prévisions au 30 septembre, le total des revenus pour l'exercice en cours s'établira à 79 milliards de dollars, soit une augmentation nette de 700 millions de dollars. Le total des charges pour 2004-2005 devrait maintenant atteindre 80,2 milliards de dollars, une hausse nette de 610 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget. Cela s'explique principalement par une augmentation de 824 millions de dollars des dépenses dans le domaine de la santé, ce qui correspond au montant auquel l'Ontario a droit en vertu de l'accord fédéral-provincial sur la santé. La hausse des charges est compensée en partie par des économies de 215 millions de dollars en frais d'intérêt sur la dette. Notre réserve s'élève toujours à un milliard de dollars. Tout solde de la réserve qui n'aura pas été utilisé à la fin de l'exercice sera affecté à la réduction du déficit.

Ma mise à jour sur les finances de l'Ontario ne serait pas complète si je n'abordais pas la question de la dette. Pour assurer le service de la dette provinciale, nous devons dépenser 13 cents de chacun des dollars que nous percevons; cela représente plus de 10 milliards de dollars par année.

Pensons à cette somme pendant un moment. C'est plus que les fonds que nous affectons aux services sociaux, plus que nos dépenses dans le domaine de la justice et presque autant que nos dépenses en éducation. Les frais d'intérêt sur la dette compromettent le financement des services et nos priorités. Mais avant que nous puissions commencer à réduire la dette, nous devons éliminer le déficit structurel.

Les risques subsistent

Monsieur le Président, c'est dans un contexte caractérisé par de fortes pressions internes et externes que nous devons réaliser notre plan budgétaire visant à éliminer le déficit. Certains facteurs comme la hausse des prix du pétrole et un éventuel ralentissement de l'économie américaine sont des risques qu'entraînent les forces du marché.

Il y a toutefois d'autres risques que nous pouvons mieux maîtriser. Des pressions exercées sur notre système de santé font augmenter les coûts de 7 pour 100 par année. Les coûts des médicaments augmentent de 15 pour 100 par année. Il y a aussi des pressions de la part du secteur parapublic, qui réclame des salaires plus élevés. Chaque hausse de 1 pour 100 des coûts de la rémunération dans le secteur parapublic coûte plus de 350 millions de dollars par année. Voilà pourquoi nous devons rester fidèles à notre plan. À titre de ministre des Finances, il m'incombe de veiller à une gestion prudente en prévoyant et en gérant les risques.

Un gouvernement bien administré

Dans ce contexte, Monsieur le Président, la nécessité de contenir nos dépenses est évidente. Et cela signifie que nous devons continuer à limiter nos dépenses de programmes.

Récemment, le premier ministre m'a demandé de diriger un projet de modernisation en profondeur de l'appareil gouvernemental. Nous examinons chaque programme et chaque service dans leurs moindres détails. Notre examen est à ce point sérieux, à ce point complet. Il est essentiel de moderniser le gouvernement si nous voulons assainir les finances de l'Ontario. Et il est essentiel d'améliorer notre situation financière si nous voulons favoriser la vigueur de notre économie. Ma première tâche a été d'évaluer les services au sein de mon propre ministère et ceux d'autres unités de soutien des activités. C'est ce que nous avons fait.

Plus tôt cette année, l'Ontario et le gouvernement fédéral se sont engagés à collaborer afin d'offrir à la population de l'Ontario des services plus novateurs et mieux harmonisés. Nous avons maintenant étendu cette collaboration à l'administration de l'impôt sur les sociétés. L'Ontario et le gouvernement fédéral travailleront dès maintenant de concert afin de concevoir un régime fédéral unique de perception de l'impôt provincial et fédéral sur les sociétés.

Par cette collaboration, nous voulons réduire les formalités administratives et améliorer les services offerts aux entreprises de la province, tout en protégeant les intérêts financiers et économiques de l'Ontario et en respectant nos engagements à l'égard de nos employés. Et nous continuerons à trouver d'autres possibilités de rationalisation fédérale-provinciale. Nous avons repéré des économies potentielles quant à nos coûts dans les domaines de la technologie de l'information et des opérations administratives internes. Nous collaborons avec les hôpitaux et d'autres partenaires du secteur parapublic afin de déterminer les meilleures pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement et d'en accroître l'adoption.

Au cours des prochaines semaines, je ferai le point sur nos progrès devant les membres de l'Assemblée législative. Nous devrons inévitablement renoncer à certaines activités pour pouvoir investir dans les priorités les plus importantes.

Conclusion

Monsieur le Président, notre gouvernement a beaucoup accompli au cours de cette première année. L'économie de l'Ontario est déjà plus vigoureuse. Les finances de la province sont déjà en meilleur état.

Mais nos réussites jusqu'à présent renforcent notre détermination à poursuivre notre plan :

- pour l'amélioration du système d'éducation;
- pour de meilleurs services de santé;
- pour une économie plus vigoureuse;
- pour un gouvernement plus moderne et plus efficient.

Notre but est noble : devenir les chefs de file nord-américains en matière de gestion et de prestation des services publics. Monsieur le Président, nous atteindrons ce but non seulement en notre propre nom, mais également au nom des douze millions et demi de personnes qui ont le bonheur d'habiter dans ce vaste territoire qu'est l'Ontario.

Merci, Monsieur le Président.

Conclusion

Mr. Speaker, this government has achieved a great deal in its first year. Already, Ontario's economy is stronger. Already, the province's finances are healthier.

But our success thus far only serves to reinforce our resolve to stick to our plan:

- for better education;
- for improved health care;
- for a stronger economy; and
- for a more modern, more efficient government.

Our goal is lofty—to be the North American leaders in the management and delivery of public services. And Mr. Speaker, we embrace this goal—not on our own behalf, but on behalf of the twelve and a half million of us for whom this grand stretch of land is home.

Thank you, Mr. Speaker.

We do, however, have more control over other risks. Pressures in the health system have been pushing costs up seven per cent annually. Drug costs have been rising 15 per cent per year. There are also pressures for higher wages in the broader public sector. Each one per cent increase in broader public sector compensation costs more than \$350 million per year. And that's why we need to stick to our plan. My job as finance minister is to ensure prudent management by anticipating and managing these risks.

Well-Managed Government

Mr. Speaker, in this environment the need for constraint is clear. That means keeping program spending under control.

Recently, the Premier asked me to lead an in-depth government modernization project. We are doing line-by-line reviews of every program and service. It's that serious. It's that thorough. Modernizing government is a critical component in improving Ontario's finances. And improving our finances is a critical component in building a stronger economy. My first task was to assess my own Ministry services, and those of other business support areas. We have done that.

Earlier this year, the Ontario and federal governments committed to working together to provide more innovative and collaborative public services to Ontarians. We have now extended collaboration to corporate tax administration. Ontario and the federal government will begin working together immediately to design a single federal tax collection system for both Ontario and federal corporate taxes.

Working together, we aim to reduce red tape and improve service for our businesses, while protecting Ontario's fiscal and economic interests and meeting our commitments to our employees. And we will continue to identify other opportunities for federal-provincial streamlining. We have identified potential savings in our IT costs and internal business transactions. We are working with hospitals and other broader public sector partners to identify and expand best practices in supply chain management.

In the coming weeks, I will provide an update to this House on our progress. Inevitably we will have to stop doing some things in order to invest in the priorities that matter most.

Fiscal Update

As I said, Mr. Speaker, we are determined to stay on track with our four-year plan to eliminate the deficit. That includes eliminating the structural deficit we inherited from the Conservatives. Between 2000-01 and 2003-04, they allowed spending to rise 21 per cent while tax revenues actually declined 0.7 per cent. Such a chronic mismatch of revenues and expenses is simply not sustainable. The numbers now show we're headed in the right direction, but we're not there yet.

The recent First Ministers' health agreement will add revenue not forecast in the May Budget. This money will be used to improve health care in Ontario.

The second quarter results reflect these new revenues. As at September 30, total revenues this year are projected to be \$79 billion, a net increase of \$700 million. Total expenses for 2004-05 are now projected to be \$80.2 billion, a net increase of \$610 million from the Budget. This increase is largely due to increased health spending—\$824 million—equal to Ontario's entitlement under the federal-provincial health agreement. The increase is partially offset by savings of \$215 million on debt interest. Our current reserve of \$1 billion remains unchanged. Any portion of the reserve not required at year-end will be used to reduce the deficit.

My fiscal update would not be complete without a word about debt. Servicing our provincial debt costs us 13 cents of every dollar we receive. That's more than \$10 billion a year.

Think about that number for a moment. That's more than we provide for social services, more than we spend on justice, and almost as much as we spend on education. Debt charges crowd out funding for services and compromise our priorities. But before we can even begin to reduce the debt, we must eliminate the structural deficit.

Risks Remain

Mr. Speaker, our budgetary plan to eliminate the deficit has to be achieved within an environment of strong internal and external pressures. Factors such as rising oil prices and the potential slowdown of the U.S. economy are risks that are driven by market forces.

Our goal, as you know, Mr. Speaker, is to build the most productive workforce in North America. And we're doing it in a number of ways. The Ontario and federal governments will soon announce agreements on labour market services and immigration. These agreements will streamline our training and employment system. They will pave the way for skilled immigrant workers to get the jobs they are trained to do.

Likewise, our plan recognizes the importance of infrastructure renewal. We're overhauling Ontario's electricity sector. Our economy must have a stable and reliable supply of electricity. We're renewing infrastructure in cities and towns across the province with direct spending and with more than \$2 billion in low-cost loans to 170 municipalities from the Ontario Strategic Infrastructure Financing Authority. We're investing two cents per litre of the gas tax for municipal transit systems, starting with the first cent last month.

With the federal government, we're launching the new Canada-Ontario Municipal Rural Infrastructure Fund. It will support a wide variety of projects such as rural roads, bridges, and water and wastewater treatment systems.

We are investing in Ontario's agriculture sector, including financial help to Ontario's cattle farmers suffering from the BSE fallout. Our Northern Ontario Prosperity Plan includes initiatives such as the Northern Ontario Grow Bonds pilot project and Go North Investor Program. We're investing in Ontario roads and working with the federal government to improve border crossings to make the flow of trade easier.

Mr. Speaker, I'd like to turn briefly to intergovernmental affairs, and Ontario's contribution to keeping Canada strong. Each year, Ontario residents and businesses contribute \$23 billion more to the federal government than we receive in federal programs and transfer payments. But seven consecutive federal surpluses tell us Ottawa is in a position to do more in areas that support economic growth in Ontario. The recent national health care agreement—in which our Premier played such a pivotal leadership role—represents an important step for both governments. But more is required. Accordingly, we are calling on the federal government to form a critical partnership with us to ensure Ontario remains the engine of economic growth in Canada.

But it's tough on exporters. Fortunately, Ontario's exporters are adapting. They are reducing the negative effect of a high dollar by boosting productivity. And they are using the stronger dollar to buy imported business machinery and equipment at lower prices. This makes them more competitive globally. As a result, we see Ontario real exports increasing this year by more than five per cent. That's good news.

There is also good news on the inflation front in Ontario. It is expected to remain below two per cent this year. Since our Budget, short-term interest rates have risen 50 basis points. But we are confident the Bank of Canada will take into account the potential impact of the Canadian dollar's strength as it decides what to do next with interest rates.

Mr. Speaker, the hallmark of a strong economy is job growth. So it's encouraging that some 127,000 new full-time jobs have been created in the province so far this year. The province's unemployment rate declined again in September, to 6.5 per cent. And private-sector forecasters are calling for strong job growth to continue right through the length of our four-year plan. They predict an average annual unemployment rate for Ontario of 6.2 per cent by 2007. And with more jobs, home buying in both the new and existing housing markets has been strong, with more than 275,000 homes expected to be sold this year.

Mr. Speaker, the TD Financial Group recently released a report called "Ontario: The Land of Opportunity." How apt! Ontario is now doing well. We have turned the corner. But the TD report said Ontario could be doing better—a lot better. We agree. And we are already making significant progress. Indeed, the Premier's recent Progress Report highlighted the sort of investments that will help us do better. These investments are balanced and measured.

They recognize that a well-educated and highly skilled workforce is essential to a strong economy. That is why we look forward to former premier Bob Rae's Post-secondary Review, as we lay a solid foundation for a high-quality, accessible and sustainable higher education system. Meanwhile, we are expanding and strengthening our apprenticeship program with a proposed tax credit for employers to hire and train young people to be skilled workers.

Attracting foreign investment is central to our plan. Witness the Ontario Automotive Investment Strategy, which the Premier used last week to help spur a \$1 billion investment by Ford Motor Company in Oakville. This will ensure high-skill, high-paying jobs in Ontario.

Introduction

Mr. Speaker, I rise today to present the 2004 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review and second quarter financial results. We have been in office just over a year and the financial problems we inherited are well known. In May, we delivered our first Budget. It laid out a comprehensive four-year plan to:

- encourage economic growth;
- restore the province to financial health;
- invest in education; and
- improve health care.

Six months later, Mr. Speaker, we remain on track. Today, Ontario's economy is creating jobs and expanding.

But this province can do better. And must do better. That means redoubling our resolve to get our financial house in order. It means making wise investments. It means facing challenges and choices that are difficult. It means confronting, head-on, a wide variety of risks. And it means remaining focused and disciplined. That, above all, is what Ontarians expect from their government.

Economic Outlook

Mr. Speaker, the Ontario economy is performing as projected in the May Budget. For that reason, our May forecast of 2.3 per cent real gross domestic product (GDP) growth in 2004 remains unchanged. This is a prudent forecast, slightly lower than the consensus among private-sector economic forecasters.

Looking forward, we see average annual GDP growth in Ontario at 3.2 per cent between 2005 and 2007. Meanwhile, the current consensus for Canadian 2004 GDP growth has risen to 3.0 per cent, up from 2.6 per cent in May. And, if you take Ontario's number out, GDP for the rest of Canada is expected to grow 3.3 per cent in 2004.

In other words, while Ontario's economy is growing, the economies of some other provinces are growing faster. There are a number of factors at play here, including high oil prices and a strong Canadian dollar. Our dollar reached a 12-year high in October, surpassing 82 cents US. That's good for consumers who buy imported goods or travel south for a winter holiday.

General inquiries regarding the 2004 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Minister's Statement, should be directed to:

Ministry of Finance
95 Grosvenor Street, Queen's Park
Frost Building North, 3rd Floor
Toronto, Ontario M7A 1Z1

or call:

Ministry of Finance Information Centre
Toll-free English inquiries 1-800-337-7222
Toll-free French inquiries 1-800-668-5821
Teletypewriter (TTY) 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our Web site at
www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

Printed copies are available free from:

Publications Ontario
880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Web site: www.publications.gov.on.ca

© Queen's Printer for Ontario, 2004
ISSN 1499-5557 ISBN 0-7794-7092-3

Ce document est disponible en français sous le titre :
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2004



Check against delivery

Minister of Finance

The Honourable Greg Sorbara

Economic Outlook and Fiscal Review



Ontario

2004



The Honourable Greg Sorbara
Minister of Finance

Economic Outlook and Fiscal Review

Ontario

2004



GA 2001
TR
057



2003

Perspectives économiques et
revue financière

de **l'Ontario**

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances



2003

Perspectives économiques et
revue financière

de **l'Ontario**

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Sous réserve de modifications

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2003*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances

Demandes en français : 1 800 668-5821

Demandes en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :

<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :

Publications Ontario

880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone : 416 326-5300

Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003

ISSN 1499-5573

ISBN 0-7794-5601-7

This document is available in English under the title:

2003 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review.



INTRODUCTION

Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui les Perspectives économiques et la revue financière de notre gouvernement.

Le 2 octobre, la population ontarienne a opté pour le changement. Elle a choisi un nouveau gouvernement qui apportera des changements réels et positifs afin de relancer la croissance économique, d'offrir d'excellents services publics et de faire en sorte que nous vivions selon nos moyens. Nous la remercions de son choix et nous honorerons sa confiance.

Lorsque nous avons été assermentés le 23 octobre, nous avons découvert que la situation financière de la province était bien plus grave que ce que la population avait été amenée à croire. Mon allocution aujourd'hui tient compte de cette situation et de la réaction du gouvernement.

DÉFICIT STRUCTUREL

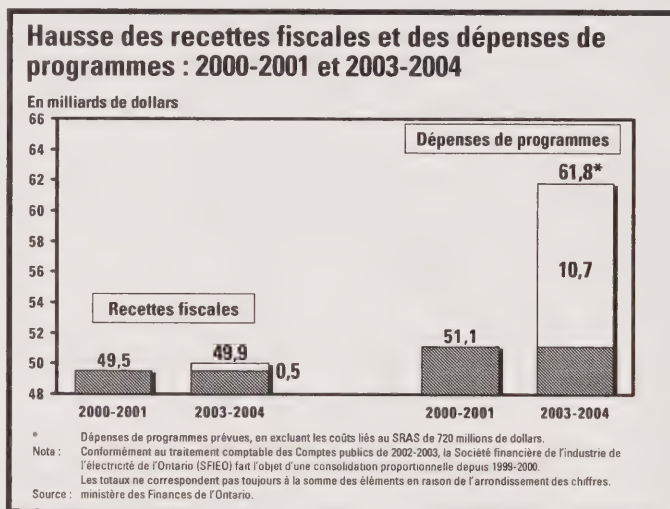
Monsieur le Président, immédiatement après l'élection, nous avons demandé à l'ancien vérificateur provincial, Erik Peters, de nous dire toute la vérité sur la situation financière de la province. Il a été chargé de comparer le budget de la province de 2003-2004, publié en mars, à la mise à jour de la situation financière préparée en octobre. Il a confirmé que le déficit de l'Ontario pourrait atteindre 5,6 milliards de dollars cette année et a aussi énuméré certains risques qui pourraient nous coûter au moins un autre milliard de dollars.

Depuis la publication de son rapport, deux choses sont arrivées. D'une part, certains de ces autres risques se sont concrétisés. D'autre part, nous avons pris des mesures pour mettre un terme à l'érosion des recettes et limiter nos dépenses.

Franchement, ces facteurs se sont compensés.

Compte tenu des renseignements disponibles à ce jour, nos prévisions financières actualisées pour 2003-2004 comportent un déficit de 5,6 milliards de dollars.

Et il ne s'agit pas là d'un problème pouvant être réglé en un an, mais d'un problème grave à plus long terme. En fait, ce problème découle d'un déséquilibre chronique entre les recettes et les dépenses, phénomène qui n'a cessé de s'aggraver au cours des dernières années.



En effet, au cours des trois dernières années, les dépenses de programmes ont augmenté de quelque 10 milliards de dollars, mais les recettes fiscales ne se sont accrues que de 500 millions de dollars. Bref, nous avons hérité d'une situation où les dépenses de programmes et l'intérêt sur la dette publique s'accroissent beaucoup plus rapidement que les recettes. Même les incidences positives du projet de loi 2, *Loi de 2003 sur la gestion responsable des finances*, ne pourront régler ce problème.

Si nous ne prenons aucune autre mesure et si nous ne changeons pas la façon dont nous menons nos activités et dispensons nos programmes, nos dépenses augmenteront à un rythme plus rapide que nos recettes, chaque année, année après année.

Nous pourrions nous retrouver avec un déficit d'au moins 4,5 milliards de dollars par année, chaque année.

C'est ce que les économistes appellent un déficit structurel et ce que la population qualifierait de déficit inacceptable. C'est ce que nous appelons un défi qu'il faut relever.

Nous avons aussi recensé d'autres passifs qui ont surgi au cours des huit dernières années, principalement dans le secteur parapublic. Ces passifs risquent d'accroître le déficit de 2003-2004, mais ils ne faisaient pas partie du mandat de M. Peters. Ils incluent :

- les déficits accumulés des hôpitaux et des sociétés d'aide à l'enfance;
- les passifs potentiels du Fonds de garantie des prestations de retraite;
- les problèmes financiers d'Ontario Power Generation (OPG).

Ces passifs supplémentaires pourraient atteindre 2,2 milliards de dollars. Ils sont décrits plus en détail dans le document d'information se rattachant à la présente allocution. Nous nous penchons actuellement sur ces passifs afin de déterminer les mesures à prendre pour y faire face de façon responsable.

Selon de récentes indications préliminaires d'OPG, les recettes nettes de cette société pourraient diminuer considérablement à moyen terme. Entre 2004-2005 et 2006-2007, ce risque pourrait entraîner chaque année une réduction de nos recettes prévues à moyen terme allant de 250 millions à 900 millions de dollars. Nous examinerons ces incidences éventuelles au fur et à mesure que nous recevrons un complément d'information.

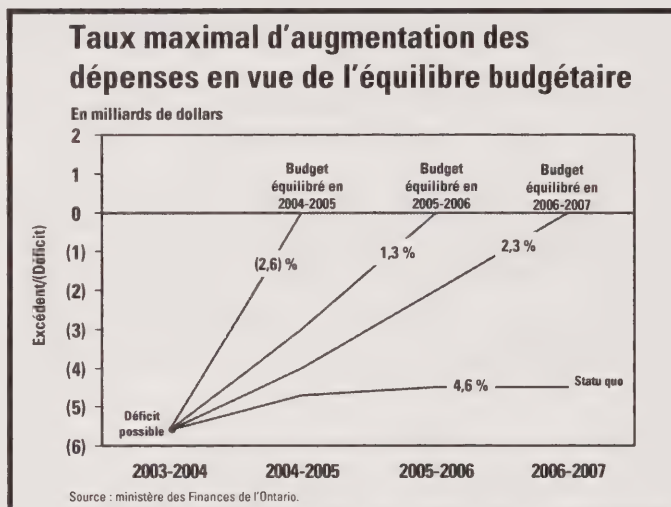
POINT DE DÉPART

Le document d'information renferme des projections pour chacun des trois prochains exercices. Ces projections décrivent les modifications qu'il faudrait apporter aux dépenses pour équilibrer le budget de la province d'ici la fin de ces exercices. Elles ne représentent pas des options, mais plutôt le point de départ de nos consultations.

Par exemple, si nous voulons équilibrer le budget d'ici la fin de l'exercice à venir, les dépenses devraient diminuer, en termes absolus, de 2,6 pour 100 par rapport aux prévisions actuelles pour cette année.

Si nous voulons éliminer le déficit d'ici 2005-2006, les augmentations de dépenses ne devraient pas dépasser 1,3 pour 100 en moyenne au cours de chacun des deux prochains exercices.

Par contre, si nous optons pour l'équilibre budgétaire d'ici 2006-2007, les dépenses ne pourraient augmenter que de 2,3 pour 100 en moyenne par année au cours des trois prochains exercices.



Ces taux sont nettement inférieurs au taux moyen d'accroissement des dépenses de 5 pour 100 affiché par le gouvernement ces cinq dernières années.

De toute évidence, nous avons des choix difficiles à faire.

Nous n'adopterons certainement pas des solutions miracles susceptibles de compromettre les services publics, et même l'économie. Ce phénomène a été trop répandu en Ontario ces dernières années.

Nous devons plutôt commencer à transformer l'appareil gouvernemental de sorte que nous puissions offrir des services publics de qualité et viables.

PRINCIPES ÉCONOMIQUES FONDAMENTAUX SOLIDES

Certes, la situation financière dont nous avons hérité est médiocre, mais l'économie de la province reste dynamique. Notre main-d'oeuvre et nos entreprises affichent de bons résultats.

Malgré certains revers comme la crise du SRAS, le ralentissement de la circulation à la frontière, la panne d'électricité et la crise de la vache folle, l'Ontario est en voie d'atteindre un taux de croissance économique de 1,7 pour 100 cette année. Les prévisionnistes du secteur privé sont d'avis que la relance économique de l'Ontario sera forte à partir de l'année prochaine. D'après la moyenne de leurs prévisions, la croissance du PIB réel atteindra 3,1 pour 100 l'année prochaine et 3,6 pour 100 l'année suivante.

Ces gains tiennent compte des dernières données qui indiquent un redressement rapide de l'économie aux États-Unis, notre partenaire commercial le plus important. Après avoir affiché un taux de croissance presque nul cette année, nos exportations devraient s'accroître de 4,2 pour 100 l'année prochaine, et ce, malgré la hausse du dollar canadien.

Nous nous attendons à ce que, d'ici la fin de l'année, l'économie ontarienne ait créé 158 000 emplois, que le nombre de mises en chantier de nouveaux logements ait dépassé 84 000 et que les dépenses de consommation aient augmenté de 3,8 pour 100.

Même si l'appréciation du dollar canadien a des incidences sur les exportateurs, elle aidera nombre de nos entreprises en baissant le coût des investissements dans la technologie et le matériel importés. Ces investissements accroîtront, quant à eux, la productivité.

Nos citoyens et nos entreprises ont fait leur part. Ce dont ils ont besoin maintenant, c'est d'un gouvernement qui fera la sienne. Et nous le ferons.

LES PREMIÈRES ÉTAPES

Nous nous sommes déjà mis au travail.

Premièrement, nous avons pris des mesures immédiates pour rétablir l'équité et la compétitivité du régime fiscal ontarien en adoptant le projet de loi 2, *Loi de 2003 sur la gestion responsable des finances*, qui nous permettra de percevoir les recettes dont nous avons besoin pour offrir les services sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens.

Deuxièmement, nous avons maintenu le gel de l'embauche dans la fonction publique de l'Ontario, tout en assurant les personnes qui travaillent pour cette grande province que le renforcement des services publics est essentiel à notre mandat.

Troisièmement, nous avons relevé le plafond des prix de l'électricité. Cette décision n'a pas été facile à prendre, mais elle s'imposait. Les tarifs subventionnés auront coûté près de 1 milliard de dollars à la fin de l'exercice.

Quatrièmement, nous prenons des mesures pour améliorer la transparence et l'imputabilité dans le secteur public. Les modifications que nous proposons d'apporter à la *Loi sur la vérification des comptes publics* permettraient d'effectuer des vérifications de l'optimisation des ressources dans les hôpitaux, les conseils scolaires, les établissements de soins de longue durée, les collèges et les universités, Hydro One et Ontario Power Generation. Dans la foulée du rapport Epp, nous veillerons à ce que les nouveaux dirigeants d'Ontario Power Generation gèrent l'entreprise de façon judicieuse et transparente et qu'ils répondent ainsi aux attentes des Ontariennes et des Ontariens.

Cinquièmement, Monsieur le Président, nous avons injecté 112 millions de dollars pour aider les élèves qui ont de la difficulté à l'école.

Sixièmement, nous avons relevé le salaire minimum, qui passera à 7,15 \$ l'heure le 1^{er} février. Il s'agit de la première hausse du salaire minimum en près de neuf ans.

Septièmement, nous avons pris des mesures pour réduire les tarifs d'assurance-automobile et protéger les consommateurs de l'Ontario.

Nous remplissons nos engagements envers la population de la province et nous continuerons de le faire.

LE PLAN DE TRAVAIL

Monsieur le Président, je viens de décrire les défis que nous avons à relever et les mesures que nous avons prises jusqu'à maintenant. Mais il y a encore beaucoup à faire et nous avons établi un plan de travail pour nous orienter.

Notre plan de travail comprend quatre volets :

1. des consultations sans précédent auprès de la population de l'Ontario;
2. une période de restriction des dépenses dans un large éventail de domaines;
3. un engagement à miser sur le nouvel esprit de collaboration qui existe entre tous les paliers de gouvernement;
4. le remaniement de nombreuses activités gouvernementales.

CONSULTATIONS

Les consultations que nous mènerons auprès des Ontariennes et des Ontariens seront intensives, inclusives et de grande portée.

Ce n'est qu'avec l'aide de la population que nous pourrons nous assurer de prendre des décisions judicieuses à l'égard des choix difficiles qui s'imposent.

Nous croyons que les travailleurs de première ligne du secteur public sont particulièrement bien placés pour savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas... aussi bien dans leur travail que dans l'ensemble du secteur. Nous voulons les écouter.

Nous savons que les gens d'affaires peuvent présenter un point de vue inestimable tant sur les moyens d'assurer la croissance économique que sur la façon de servir les consommateurs. Nous voulons entendre ce qu'ils ont à dire aussi.

Nous voulons aussi entendre ce qu'ont à dire les Ontariennes et Ontariens de toutes les couches de la société et de tous les coins de la province, car ce sont les personnes que nous avons le privilège de servir. Grâce à Internet, par l'entremise de jurys de citoyens et lors d'assemblées publiques, les citoyens auront leur mot à dire sur leurs services et l'argent durement gagné qu'ils sont prêts à investir dans ces services.

RESTRICTION DES DÉPENSES

Le deuxième élément de notre plan de travail est la restriction des dépenses. Ce principe doit guider nos activités de transformation du gouvernement. Nous payons déjà plus de 10 milliards de dollars par année en intérêt sur notre dette. C'est plus que les fonds de fonctionnement que nous accordons à nos écoles primaires et secondaires.

Nous espérons que nos partenaires du réseau de la santé et de l'éducation et du reste du secteur parapublic modéreront leurs demandes. Nous aimerions qu'ils nous présentent de nouvelles idées sur la façon d'assurer la pérennité des services publics qu'ils s'emploient avec tant d'ardeur à dispenser.

Permettez-moi de souligner que les écueils que nous rencontrons sur le plan financier menacent les services que nous offrons et, de surcroît, les améliorations que nous souhaitons tous. Je veux cependant rassurer toute la population de l'Ontario. Même si ces écueils ont modifié le calendrier des améliorations que nous apporterons aux services publics, ils n'ont en rien modifié notre engagement à cet égard.

MISE À PROFIT DE LA COLLABORATION INTERGOUVERNEMENTALE

Le troisième élément de notre plan de travail consiste à miser sur une plus grande collaboration entre tous les paliers de gouvernement du Canada. Qu'il s'agisse du récent sommet de la Coupe Grey ou de la création du Conseil de la fédération, on constate que les divers gouvernements du pays s'écoutent et sont disposés à travailler ensemble.

Nous avons déjà conclu de nouvelles ententes constructives avec le gouvernement fédéral en matière d'aide financière suite au SRAS, de construction de routes et d'agriculture.

La réunion qui a eu lieu récemment dans la région du grand Toronto a été un autre tournant. Des élus fédéraux, provinciaux et municipaux se sont rencontrés dans le but de discuter du transport en commun et du logement, qui sont les besoins les plus pressants dans la plus vaste zone urbaine du Canada.

Le premier ministre McGuinty confiera bientôt à son adjoint parlementaire chargé des affaires intergouvernementales, John Milloy, député provincial de Kitchener Centre, le mandat de nouer des liens plus constructifs entre les gouvernements, particulièrement les liens avec le gouvernement fédéral.

Nous sommes d'avis que les gouvernements travaillent mieux lorsqu'ils travaillent ensemble.

TRANSFORMATION DU GOUVERNEMENT

La transformation du gouvernement constitue le quatrième élément de notre plan de travail. Nous devons trouver des moyens plus efficaces de dispenser des services publics de meilleure qualité.

C'est beaucoup plus qu'une question d'investissement supplémentaire. Certes, il est nécessaire d'investir davantage dans les services publics, mais cela ne suffit pas. Nous devons changer notre façon de servir la population.

Dans le secteur de l'éducation, par exemple, il faut que nos élèves aient de meilleurs résultats en lecture, en écriture et en mathématiques. Nous devons réduire les listes d'attente dans le secteur de la santé. Nous devons améliorer la qualité de l'air.

L'argent seul ne suffira pas. Il nous faut changer le système également.

Nous devons nous employer à examiner ce qui se fait ailleurs dans le monde afin de trouver les meilleures idées, les meilleurs modèles et les meilleures pratiques pour assurer la prestation de services de haute qualité et viables.

IMPORTANCE DU PLAN DE TRAVAIL

Monsieur le Président, en terminant, permettez-moi de dire aux membres de l'Assemblée pourquoi il importe de respecter notre plan de travail.

Le déficit dont nous avons hérité menace tout ce que nous voulons offrir à la population de l'Ontario. Si les assises financières de la province ne sont pas solides, nous ne pourrons bâtir un Ontario plus fort.

Nous prendrons les mesures qui s'imposent sans jamais oublier que la population de l'Ontario ne nous a pas élus simplement pour effectuer des calculs et éliminer des déficits.

Elle nous a confié une mission plus importante, soit de renforcer nos écoles, notre système de santé, les villes et les collectivités de la province, où nous établissons nos entreprises, côtoyons nos amis et élevons nos familles.

Les Ontariennes et Ontariens savent, et *nous* aussi, que la responsabilité financière est un moyen de parvenir à nos fins, c'est-à-dire de renforcer l'économie, bien entendu, mais avant tout d'assurer une bonne qualité de vie.

Monsieur le Président, ensemble, nous ferons les bons calculs. Nous redresserons le bilan de la province. Nous améliorerons notre situation financière et nous transformerons le gouvernement afin que nos écoles soient du plus haut calibre, que nos services de santé soient les meilleurs, que notre environnement soit le plus salubre et que nos collectivités soient les plus solides.

Afin que, comme l'a dit le premier ministre, l'Ontario fasse l'envie du monde entier.

Merci, Monsieur le Président.

WHY THIS IS IMPORTANT

Mr. Speaker, let me conclude by telling this House why this is so important.

The deficit we have inherited threatens all that we want for Ontarians. Without a strong fiscal foundation, we cannot build a stronger Ontario.

We will do what we must do—while always remembering that the people of Ontario didn't send us here to simply crunch numbers and defeat deficits.

They sent us here with a greater mission: to strengthen our schools and our health care system, our cities and towns—the communities in which we build our businesses, celebrate our friendships, and raise our families.

Ontarians understand, we understand, that fiscal responsibility is a means to an end. And that end is a strong economy, of course—but a high quality of life above all.

Mr. Speaker, together we will get the numbers right. We will repair the balance sheet. We will strengthen our financial position and we will redesign government, so we can deliver the finest schools, the best health care, the cleanest environment and the strongest of communities.

So we can, as the Premier has said, make Ontario the envy of the world.

Thank you, Mr. Speaker.

REDESIGNING GOVERNMENT

The fourth element of our work plan is redesigning government. We must develop new ways to deliver better-quality public services.

This is much more than a question of additional investment. More investment in public services is necessary, but that is not enough. We have to change the way government works for people.

In education, for example, we need stronger student achievement in numeracy and literacy; we need to reduce our health care waiting lists; and we need to improve our air quality.

Money alone will not guarantee these outcomes. We need to change the system itself.

We must be relentless in the pursuit of the best ideas, models and practices in the world for delivering and sustaining high-quality public services.

RESTRAINT

The second element of our work plan is restraint. This must be our watchword as we begin to redesign government. We are already paying more than \$10 billion a year in interest on our debt. This is more than we spend in operating funding for our primary and secondary schools.

So we are asking our partners in health care, education and the rest of the broader public sector to temper their requests for more. We are asking them to bring forward new ideas to ensure the long-term sustainability of the public services they work so hard to provide.

I want to stress that this fiscal challenge is a threat to the services we are providing now, let alone the improvements we all want. But I also reassure all Ontarians that while the fiscal challenge we face has changed our timetable, it has not altered our commitment to these improvements one iota.

BUILDING ON INTERGOVERNMENTAL CO-OPERATION

The third element of our work plan is building on greater co-operation among all levels of government in Canada. From the recent Grey Cup Summit to the creation of the Council of the Federation, there are positive signs that governments across the country are listening to each other, and are ready to work together.

We have already reached new, constructive agreements with the federal government on SARS relief, highway construction, and agriculture.

The recent joint Greater Toronto Area caucus meeting was another watershed. Provincial, federal and municipal elected officials came together to talk about transit and housing—the most urgent needs of Canada's largest urban area.

Premier McGuinty will soon appoint the member for Kitchener Centre, John Milloy, his parliamentary assistant for intergovernmental affairs, to a special mandate to foster more constructive relationships between governments and in particular with the federal government.

We believe that governments work best when they work together.

THE WORK PLAN

Mr. Speaker, I have described the challenges, and the actions we have taken so far. But there is much more to do, and we have a work plan to guide us.

Our work plan consists of four major components:

1. An unprecedented consultation with the people of this province.
2. A broadly mandated period of restraint.
3. A commitment to build on the new spirit of co-operation among all levels of government.
4. The redesign of many government activities.

CONSULTATION

Our consultation with Ontarians is going to be comprehensive, intensive and inclusive.

Only with their help can we ensure the tough choices we face turn into the wise decisions that must be made.

We believe that front-line workers in the public sector are in a unique position to know what works and what doesn't—both in their own jobs and within their sector as a whole. We want to hear from them.

We know that business people bring an invaluable perspective to the table, from how to grow our economy to how to serve consumers. We want to hear from them.

We want to hear from all Ontarians, from every walk of life and every corner of the province, for they are the people we are privileged to serve. On the Web, through citizens' juries, in town hall meetings, people will have their say, on their services, and the hard-earned dollars they want invested in those services.

FIRST STEPS

We have already begun our work.

First, we acted immediately to restore a fair and competitive tax system to Ontario with the introduction of Bill 2, the Fiscal Responsibility Act, 2003. It will provide revenues we need to support the services Ontarians depend on.

Second, we have maintained a hiring freeze in the Ontario Public Service, while assuring those who work for this great province that strengthening public services is central to our mandate.

Third, we raised the cap on electricity prices. It wasn't an easy thing to do, but it was the right thing to do. The subsidized rates will have cost close to a billion dollars by the end of this fiscal year.

Fourth, we are improving transparency and accountability within the public sector. Our proposed changes to the *Audit Act* would allow value-for-money audits of hospitals, school boards, long-term care facilities, colleges and universities, Hydro One and OPG. In the wake of the Epp Report, we will ensure that the new leadership of OPG displays the openness and good governance that Ontarians have a right to expect.

Fifth, Mr. Speaker, we provided \$112 million in support for children who are struggling with their schoolwork.

Sixth, we have increased the minimum wage to \$7.15 an hour effective February 1—the first increase in almost nine years.

Seventh, we have moved to lower auto insurance rates and protect Ontario consumers.

We are fulfilling our commitments to the people of Ontario—and we will continue to do so.

STRONG ECONOMIC FUNDAMENTALS

While the finances we inherited are weak, our economy remains strong. Our workforce and businesses are performing well.

Despite setbacks like SARS, restricted border crossings, the blackout and mad cow disease, we are poised to achieve economic growth of 1.7 per cent this year. Private-sector forecasters agree that Ontario will rebound strongly next year and beyond. An average of their forecasts shows real GDP growth accelerating to 3.1 per cent next year, and 3.6 per cent the year after.

These gains reflect the latest data showing a rapid turnaround in the economy of the United States, our largest trading partner. After almost no growth in the current year, our exports are expected to grow by 4.2 per cent next year—this, despite our higher Canadian dollar.

We expect that by the end of this year Ontario will have created 158,000 net new jobs, seen more than 84,000 new housing starts, and enjoyed a 3.8 per cent rise in consumer spending.

While the increased value of our dollar has an impact on exporters, it will also help many of our businesses by lowering the cost of investing in imported equipment and technology. These investments, in turn, will boost productivity.

Our people and businesses have done their part. What they need now is a government that will do its part. And we will.

THE STARTING POINT

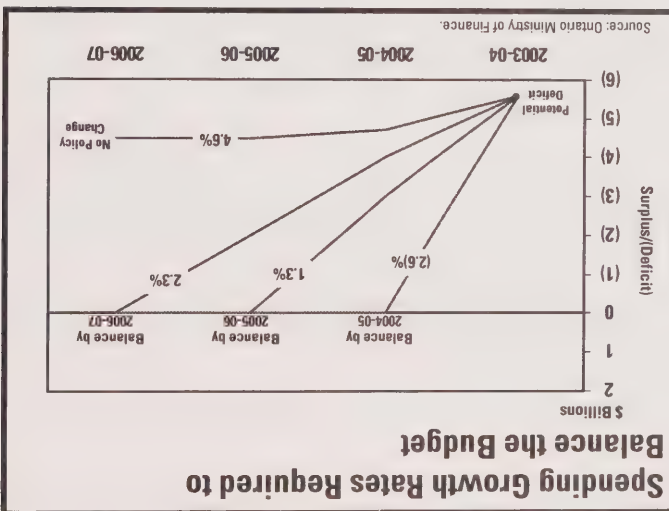
In the background document, we have included projections for each of the next three years. They describe the changes in spending that would be needed to reach a balanced budget by any of the next three years. They do not represent options so much as the starting point for our consultations.

So, for example, spending would have to decline in absolute terms by 2.6 per cent from the level currently projected for this year to balance by the end of the upcoming fiscal year.

To get into the black by 2005-06, spending could increase by no more than an average of 1.3 per cent for each of the next two years.

To balance by 2006-07, spending could only grow by an average of 2.3 per cent a year for three years.

Even this is far less than the five per cent spending growth that has been the government average over the past five years.



Clearly, we face some tough choices.

To be sure, we will not engage in a slash-and-burn “quick fix” approach that could endanger public services and, indeed, the economy itself. Ontario has had enough of that.

Instead, we must begin the work of transforming government, so that we can deliver high-quality public services on a sustainable basis.

We could face future deficits of at least \$4.5 billion a year, every year.

This is what economists call a structural deficit, what Ontarians would call unacceptable and what we call a challenge that simply must be met.

We have also identified other financial liabilities that have arisen over the past eight years, primarily within the broader public sector. These liabilities may add to the 2003-04 deficit but were outside the scope of Erik Peters' mandate. They include:

- Accumulated deficits in our hospitals and children's aid societies.
- Potential liabilities of the Pension Benefit Guarantee Fund.
- The financial woes of Ontario Power Generation (OPG).

These additional liabilities could reach \$2.2 billion. Further details on these liabilities are contained in the background document accompanying this statement. We are reviewing them to determine how to deal with them responsibly.

Preliminary indications from OPG that have recently come to our attention suggest there may be a substantial risk to its net income in the medium term. This risk could have a negative impact of \$250 million to \$900 million a year on our medium-term revenue outlook between 2004-05 and 2006-07. We will review these potential impacts as more information becomes available.

A STRUCTURAL DEFICIT

Mr. Speaker, immediately after the election we asked former provincial auditor Erik Peters to give us the straight goods. He was asked to compare the Province's 2003-04 Budget, released in March, with the fiscal situation in October. He confirmed that Ontario could anticipate a deficit of \$5.6 billion in the current year—and he listed certain risks that could cost us another billion dollars or more.

Since his report, two things have happened. On the one hand, some of those additional risks have come to pass. On the other hand, we have taken action to stop the erosion of revenues and to restrain our spending.

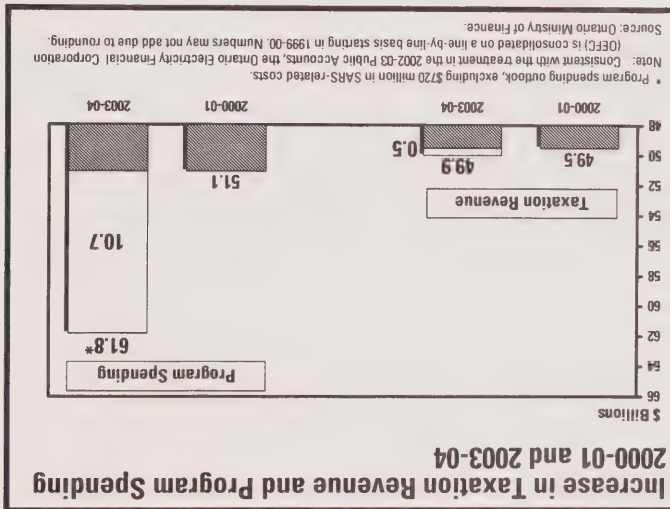
These factors have, frankly, offset each other.

Based on everything we know to this point, our updated fiscal forecast for 2003-04 is a deficit of \$5.6 billion.

And this is not a one-year problem. We have a serious long-term problem. It is a problem rooted in a chronic mismatch of revenues and expenditures that has been growing over the past several years.

To be specific, over the past three years program spending has grown by some \$10 billion while tax revenues have increased by only \$500 million. In short, we have inherited a situation where the cost of running programs and paying interest on debt has been growing much faster than revenues. Even the positive impact of Bill 2, the Fiscal Responsibility Act, 2003, will not solve the problem.

Without further action, without changing the way we do business and deliver programs, the Province is on track to spend more than it takes in, each year, every year.



INTRODUCTION

Mr. Speaker, I rise today to present our government's Economic Outlook and Fiscal Review.

On October 2, the people of Ontario chose change. They chose a new government to deliver real positive change—to grow our economy, deliver excellent public services, and live within our means. We were honoured by their choice, and we will justify their trust.

When we were sworn in on October 23, we found that the financial circumstances of this province were far worse than the people of Ontario had been led to believe. It is these circumstances, and our response to them, that I'm addressing today.

General inquiries regarding the 2003 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review should be directed to:

Ministry of Finance
95 Grosvenor Street, Queen's Park
Frost Building North, 3rd Floor
Toronto, Ontario M7A 1Z1

or call:

Ministry of Finance Information Centre
Toll-free English inquiries 1-800-337-7222
Toll-free French inquiries 1-800-668-5821
Teletypewriter (TTY) 1-800-263-7776

For electronic copies of this document, visit our Web site at
<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

Printed copies are available free from:

Publications Ontario
880 Bay Street, Toronto, Ontario M7A 1N8
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Web site: www.publications.gov.on.ca

© Queen's Printer for Ontario, 2003
ISSN 1499-5557 ISBN 0-7794-5599-1

Ce document est disponible en français sous le titre :
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2003



Check against delivery

The Honourable Greg Sorbara
Minister of Finance

2003
Ontario
Economic Outlook and
Fiscal Review



The Honourable Greg Sorbara
Minister of Finance

Ontario

2003 Economic Outlook and Fiscal Review



Government
Publications

GA20N
TR 104
-057



3 1761 11469682 6